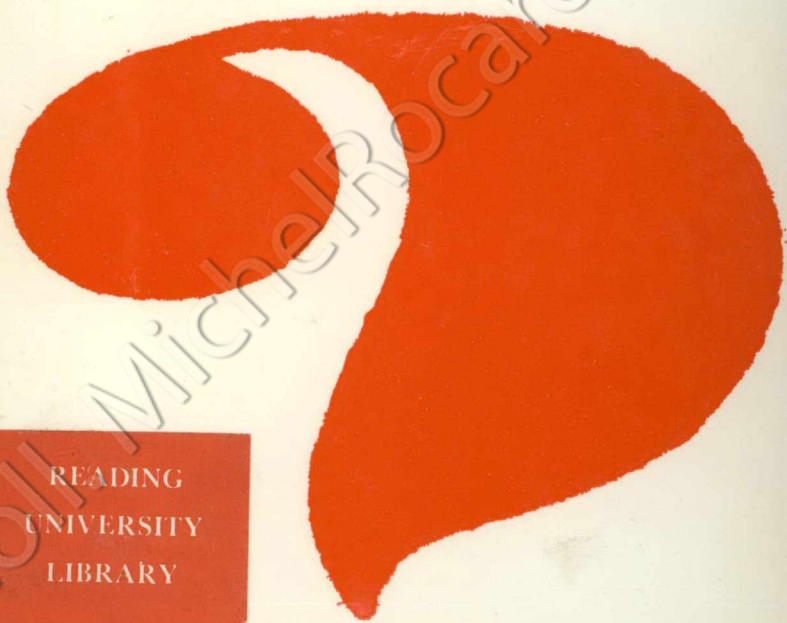


Michel Rocard

QUESTIONS **à l'état socialiste**

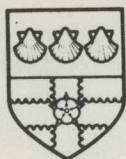


READING
UNIVERSITY
LIBRARY

Sto

335.413

Roc



READING
UNIVERSITY
LIBRARY

ACCESSION NO.

718162

PLEASE DO NOT
REMOVE THE CARD

READING UNIVERSITY LIBRARY

WITHDRAWN

Coll. MichelRocard.org

WITHDRAWN
University of
Reading Library

Coll. MichelRocard.org

516151

2540

308.0072

Coll. Michel Rocard.org

Coll. MichelRocard.org

DANS LA MÊME COLLECTION

dirigée par Jean-Claude Barreau

Jean-Claude Barreau : QUESTIONS A MON ÉGLISE.
Olivier Clément : QUESTIONS SUR L'HOMME.

A paraître

Jean-Louis Curtis : QUESTIONS A LA LITTÉRATURE
Vercors : QUESTIONS A LA VIE

Coll. MichelRocard.org

QUESTIONS A L'ÉTAT SOCIALISTE

Coll. MichelRocard.org

DU MÊME AUTEUR

LE P.S.U. ET L'AVENIR SOCIALISTE
DE LA FRANCE (Éd. du Seuil, 1969)

Michel Rocard

QUESTIONS
A L'ÉTAT
SOCIALISTE

Collection « Questions »

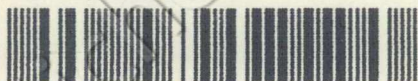
Stock

X900103239

13

TELEPEN

90 0418162 1



Tous droits réservés pour tous pays
© 1972, Éditions Stock

4181162

1.
En guise d'introduction

Coll. Michel Rocard.org

« Cette collection veut fournir à tous ceux qui travaillent dans des institutions une tribune où ils puissent exprimer leur opinion... »
« L'originalité de cette collection, c'est qu'elle donnera la parole à ceux qui connaissent les problèmes de l'« intérieur »... »

Vous avez peut-être lu ces phrases. Vous n'y avez sans doute pas prêté attention. Elles figurent au dos du présent volume, comme au dos de ses deux aînés dans la même collection. Elles sont apparemment sans mystère et sans piège. Et pourtant, d'entrée, elles annoncent l'essentiel, elles décrivent le difficile.

Lorsqu'on travaille dans une institution, la préposition « dans » s'avère lourde de sens. Le concept de l'« intérieur » est très rigoureusement défini. Les relations avec

l'« extérieur » sont entre les mains de représentants de l'institution dûment désignés et contrôlés pour cela. Les autres membres de l'institution travaillent pour l'intérieur et ont à charge de donner de ladite institution, à l'extérieur, l'image qu'ils ont collectivement définie ou acceptée. Les porte-parole doivent exprimer les positions collectives de l'institution, non les leurs, faute de quoi ils se disqualifient. Cela est vrai d'une amicale de joueurs de boules comme d'un syndicat, de l'administration d'État comme d'une Église, d'un mouvement de jeunesse comme d'un parti politique.

On pourrait dire — et l'on dit souvent — trop facilement : « Quel crédit mérite une institution dont les dirigeants ne sont pas des hommes libres ? » « Mieux vaut détruire une institution que de la laisser aliéner la liberté de ses membres ! »

Voire... Y a-t-il vie collective, création collective, sans institutions ?

N'est-ce pas précisément par l'exercice de leur liberté que des hommes choisissent de participer à un travail collectif, d'animer des institutions dont ils acceptent les règles ? Et

finalement, quel respect mérite un individu qui a pris en charge une fonction ou une mission déterminée, acquiert par là une autorité, puis pendant l'exercice de ses fonctions usurpe cette autorité pour émettre à son compte personnel des réflexions qui n'engagent que lui, mais sont sans rapport direct avec les tâches que lui impose sa charge? Comment les membres de l'institution lui confirmeraient-ils leur confiance?

Telles sont quelques-unes des questions que Jean-Claude Barreau, directeur de cette collection, m'a conduit à me poser lorsque j'ai trop facilement accepté de lui fournir un manuscrit... Lui-même d'ailleurs n'a eu cette idée subversive que lorsqu'il a eu des difficultés avec sa propre institution : cela n'est pas sans signification!

Ma seule excuse — et la justification de ce livre — tient au sujet. Le socialisme n'est pas une institution. Il est d'abord une espérance. Et la rencontre de cette espérance avec les diverses institutions qui sont censées la mettre en œuvre, États ou partis, ne se fait pas sans difficultés. Ce sont ces difficultés qu'il s'agit ici d'inventorier et d'analyser. Et c'est

pour une part le rôle de l'institution à laquelle j'appartiens, le Parti Socialiste Unifié, que d'ouvrir le débat sur ces difficultés. Ce livre est cependant un travail personnel qui n'engage que moi. C'est seulement dans la démarche, mais non dans le détail du propos, qu'il y a convergence avec le projet du P.S.U. J'irriterai des militants et je le regrette, mais j'ai pu écrire ce livre parce qu'il y a, parmi beaucoup d'autres, une chose commune à l'ensemble des militants du P.S.U. : c'est qu'ils ne veulent à aucun prix créer une nouvelle orthodoxie.

Volonté de construire une société radicalement différente du capitalisme qui nous régit actuellement, le socialisme ne peut commencer à transformer réellement les rapports entre les hommes qu'à condition de disposer de cet instrument central qu'est un État. Mais quel type d'État? La nature de cet État, ne risque-t-elle pas d'affecter, voire de détériorer gravement le projet socialiste? L'expérience soviétique est à cet égard tristement démonstrative. C'est donc l'État socialiste qu'il faut questionner, quitte à ce que les questions amènent à découvrir ce que le pro-

jet socialiste peut avoir de vague et de confus, quitte aussi à ce que les questions se retournent vers le mouvement socialiste tout entier, vers cette masse de militants dont les formes de lutte, partout dans le monde, préfigurent déjà les comportements qu'ils auront quand ils seront au pouvoir, et par conséquent la nature de l'État qu'ils ont déjà entrepris de créer.

*
**

Mais quels titres ai-je pour questionner l'État socialiste? Celui simplement d'être un militant socialiste qui n'a pas renoncé à réconcilier l'espérance et l'institution.

Ma rencontre avec le socialisme n'est pas le fruit d'un raisonnement logique ou d'une adhésion intellectuelle, et ma lecture de Marx lui fut bien postérieure! J'avais vingt ans en 1950; j'entrais dans l'âge adulte au moment où se dégradaient les conquêtes de la Résistance, où se confirmait son échec dans la reconstruction du pays sur des bases plus justes et plus généreuses. J'avais vingt ans quand l'appétit de lucre et le goût de l'argent

redevenaient, avec le retour de la droite au pouvoir, la loi fondamentale qui régit notre société. Je quittais l'adolescence quand la France se relançait dans les guerres coloniales.

Pourtant ma famille avait su me donner des convictions d'une honnête solidité. Mon père, universitaire, résistant précoce, puis officier supérieur des Forces navales françaises libres, avait le tempérament vigoureux et n'a pas marchandé sur les risques à prendre pendant l'Occupation. Ma mère, fille d'instituteur public, avait su retrouver et communiquer autour d'elle pendant cette période difficile la rigueur qui fut celle des instituteurs lorsqu'ils assuraient les bases populaires de la République. Tout cela encourageait des exigences vigoureuses, mais restait compatible avec une destinée tranquillement bourgeoise dans des périodes moins difficiles.

Le spectacle de la France des années 50 posait bien des questions. C'est le hasard de certaines rencontres qui m'a aidé à les trancher. Pendant un stage ouvrier, mon contre-maître, vieux militant trotskyste, ancien

des Brigades internationales en Espagne, m'a fait apparaître la condition ouvrière et ses luttes sous leur vrai jour, jusque-là totalement inconnu pour moi, et naturellement étranger à tous mes manuels d'histoire. Des amis étudiants, plus âgés, avaient adhéré au parti socialiste, la S.F.I.O. de l'époque, et y menaient un combat qu'ils disaient plein d'avenir.

Je n'ai pas hésité longtemps : la lutte s'imposait, et naturellement au sein d'une organisation — comment lutter autrement ? Mais laquelle ? Le problème du parti communiste ne m'a pas fait hésiter le moins du monde. Nous étions en plein jdanovisme ; le sectarisme, le refus des faits les plus évidents, le cynisme caractérisaient la plupart des déclarations publiques du P.C., et surtout de ses étudiants. Le contrôle de l'appareil était visiblement total sur la moindre décision de la plus modeste cellule. Dès ce moment, j'avais du socialisme une idée indissolublement liée à celle de liberté : l'adhésion au P.C. était impossible. Et l'on commençait à parler des camps de concentration soviétiques...

Des camarades autour de moi animaient de petits groupes sympathiques, notamment la « nouvelle gauche ». Mais tout cela m'apparaissait trop petit, trop voué à l'impuissance. Malgré ses faiblesses déjà évidentes, son visage déjà corrompu, j'ai adhéré à la S.F.I.O. par refus des petites structures.

Très vite, la politique coloniale de ce parti, son anticommunisme forcené le poussant jusqu'aux compromissions les plus éhontées avec la droite, son rôle de syndicat de défense de tous les « petits et moyens quelque chose » apparurent insupportables aux quelques dizaines de jeunes hommes qui avaient fait le même choix à la même époque. Membres, animateurs, puis responsables de la Fédération nationale des étudiants socialistes S.F.I.O., nous sommes devenus minoritaires dans le parti tout en construisant un réseau militant étudiant solide et efficace. Retrouvant le sens de l'unité sans concession avec le P.C. malgré un parti qui nous l'interdisait, nouant des rapports avec les étudiants catholiques en pleine période de laïcité sectaire, menant la bataille contre les positions colonialistes de notre propre parti, comme contre

la Communauté Européenne de Défense, nous avons contribué à la reconquête de l'U.N.E.F. par la gauche étudiante. C'est surtout à cette époque que j'ai découvert l'importance du travail en équipe en matière politique. Peut-être faut-il voir là la raison de mon relatif éloignement d'une fascination ménédiste, pourtant bien légitime à l'époque. Dans ces années 1953-1957, sont nées pour moi de solides amitiés dont beaucoup durent encore.

Puis vient la guerre d'Algérie. Dans un sursaut, le parti se prononce — un peu tard — pour la paix par la négociation. Et nous animons la campagne électorale du Front Républicain. Disciplinés, les étudiants soutiennent les notables du parti, interviennent pour eux dans les préaux d'école. Et c'est la victoire, puis le lâchage de Guy Mollet sous les tomates, la nomination de Robert Lacoste, l'envoi du contingent en Algérie, la torture, la grotesque expédition de Suez... Il devenait déshonorant d'être membre de la S.F.I.O. Quelques députés courageux, Antoine Mazier (mort depuis), longtemps avant tous les autres, puis Alain Savary, Édouard Depreux, Robert Verdier, Achille Auban, et le coura-

geux maire de Toulouse, Raymond Badiou, rejoignent le combat minoritaire beaucoup plus nettement qu'ils ne l'avaient fait auparavant. Je suis chargé des fonctions d'organisation et d'implantation dans la minorité sous l'autorité d'Édouard Depreux.

Lorsque la IV^e République s'effondre devant le coup d'État du 13 mai 1958, Guy Mollet devient ministre du général de Gaulle. Il participe à la rédaction de la Constitution gaullienne. Bien que de Gaulle ne se soit pas révélé un proconsul autoritaire — ce qu'on a vraiment su que longtemps après — cette Constitution sur mesure lui donnait les moyens de le devenir s'il le voulait. Il fallait rompre avec un parti qui se préparait à faire voter « oui » au référendum constitutionnel. Dix mille militants, dix-sept députés font scission et créent, le 14 septembre 1958, le Parti Socialiste Autonome, à la naissance duquel je n'assiste pas, étant en Algérie pour raisons professionnelles.

Très vite, des négociations s'engagent avec de petites formations de la « gauche nouvelle » : l'Union de la gauche socialiste (née d'une fusion de la Nouvelle Gauche avec le

Mouvement de Libération du Peuple, plus ou moins lié à l'Action catholique ouvrière, et la Jeune République) et Tribune du communisme (regroupement, au sein du P.C., d'oppositionalistes décidés à en sortir).

Des difficultés apparaissent naturellement. La principale fut liée à l'adhésion de Pierre Mendès France au P.S.A., adhésion que pour ma part j'ai ardemment défendue, tout en sachant que cet homme d'État courageux et authentiquement libéral n'était pas un socialiste. Mais on le devient à tout âge à travers les luttes menées, et celles qui s'annonçaient exigeaient le rassemblement de toutes les forces disponibles.

Les conversations aboutissent et c'est en avril 1960 la naissance du Parti Socialiste Unifié, entouré à ce moment de bénédictions et d'encouragements innombrables. Près de cinquante délégations étrangères viennent nous dire à quel point la renaissance en France d'un véritable parti socialiste lié aux luttes ouvrières est à leurs yeux essentielle. La délégation chilienne était conduite par Salvador Allende, la délégation marocaine

par Mehdi Ben Barka. Nous nous en souviendrons plus tard, non sans émotion.

En France même, les encouragements furent nombreux et importants, notamment dans des milieux syndicalistes aussi bien C.G.T. que C.F.T.C. Mais le style était davantage « Allez-y les amis » que « Allons-y les amis ». Nous avons mesuré plus tard l'importante différence entre ces deux attitudes...

Toujours est-il que commence à ce moment la redoutable aventure que nous n'avons pas encore conduite à son terme : la construction en France d'une force socialiste neuve, révolutionnaire et réaliste, capable de rompre avec les compromissions social-démocrates comme avec l'autoritarisme stalinien.

*
**

Je n'entreprendrai pas ici l'histoire du P.S.U. Il y faudrait un autre livre. Le but de ce chapitre introductif est seulement de fournir au lecteur les moyens de questionner l'auteur lui-même. Il me faut donc présenter la grille de lecture et d'analyse des événements

qui s'est petit à petit dégagée des expériences auxquelles j'ai été mêlé.

Nous avions tout à faire. Le réseau militant était mince et hétérogène, le réseau de sympathisants diffus et inorganisé, les électeurs inexistant. Pas d'argent, pas de locaux. Trois journaux de petites organisations à fusionner en un seul. Mais surtout il nous fallait inventer une nouvelle pratique socialiste et en élaborer la théorie. Or les divers courants fondateurs du P.S.U. n'étaient liés que par leurs divers refus : refus de la bureaucratie stalinienne pour les anciens du P.C.; refus des compromissions et aussi de la bureaucratie social-démocrate pour les anciens de la S.F.I.O.; refus de l'impuissance et du sectarisme trotskystes; refus de la facilité qui consistait à parler de politique sans en faire réellement, pour ceux d'entre nous qui étaient restés jusque-là isolés ou groupés autour d'un journal; refus du ghetto catholique dans la gauche pour les anciens du M.L.P.; refus aussi, de la part des « ménédistes », du jeu personnel et manipulateur qui caractérisait le radicalisme — fût-il de gauche. Il fallait, de tout cela, faire un parti

que sa charte de fondation déclarait socialiste et révolutionnaire, voué à l'organisation du prolétariat en parti de classe.

Chacun des courants fondateurs arrivait avec ses traditions, ses zones d'influence, son histoire, ses habitudes et ses références doctrinales. C'est dire qu'ils ne parlaient pas le même langage.

L'incompréhension conduit vite à la méfiance. Nous avons appris, longuement et douloureusement, l'écart entre les langages et la réalité, l'importance décisive des relations personnelles, surtout lorsqu'elles sont rendues difficiles par des structures totalement collégiales.

Il nous a fallu redécouvrir aussi ce que peut être, ce que doit être l'action d'un parti politique directement engagé dans la lutte de classes. En effet, la priorité absolue donnée aussi bien par le P.C. que par le P.S. aux batailles électorales a finalement fait oublier la nature d'une action socialiste quotidienne, d'une pression révolutionnaire exercée directement sur toutes les structures existantes pour pousser à leur transformation.

A au moins deux reprises dans la vie du

parti, en 1962 et en 1971, la difficulté d'assurer le minimum de convergence nécessaire entre des courants aussi divers, liée d'ailleurs à la difficulté qu'il y a à imaginer et à préparer une transformation révolutionnaire en pays développé, a failli emporter l'organisation. Nous savons cependant que notre diversité est utile, que notre capacité à laisser s'exprimer des courants très divers est garante du respect de la démocratie dans la société que nous avons entrepris de construire.

Ces difficultés internes nous ont beaucoup appris sur la naissance de la tentation bureaucratique pour une direction politique, et cela de deux manières.

A l'intérieur d'une organisation, la conquête de la notoriété et du pouvoir se fait à plusieurs niveaux (niveau local, régional, national, structures professionnelles, commissions spécialisées) et la tentation est souvent grande de tenir plusieurs langages, de distinguer soigneusement langage et pratique militante, d'être révolutionnaire à Paris et réformiste à Carpentras ou ailleurs, d'être révolutionnaire dans ses discours et corpo-

ratiste dans ses actes. De même la tentation est grande d'avoir une ferme conviction à un moment et d'en avoir une autre, diamétralement opposée mais toujours aussi ferme dès lors que le vent tourne, ou simplement dès lorsqu'on pense qu'il tourne.

Il ne faut pas demander aux hommes d'être des anges sinon ils parlent comme des anges et agissent comme ils peuvent et tout le monde est trompé. Il ne faut donc donner à personne, pas même à un groupe de personnes, un pouvoir centralisé et unique, faute de quoi on est exposé soit à une bureaucratie de plus en plus autoritaire qui masque sa pratique sous un langage angélique, soit à une instabilité permanente liée à des sautes d'humeur réelles ou supposées. Les seuls systèmes de pouvoir stables mais non bureaucratiques sont fondés sur l'équilibre entre pouvoirs partiels autonomes. Mais toute la tradition française centralisatrice répugne à ces équilibres de nature fédérale qu'ont expérimentés d'autres peuples et qui étaient une référence constante chez les fondateurs du socialisme. Le jacobinisme et le stalinisme sont chez nous étonnamment

complémentaires, liés d'ailleurs à des structures et des habitudes administratives qui les ont largement précédés l'un et l'autre. L'appel à la norme, à la règle commune appliquée sans faiblesse est un comportement permanent de toute base militante en France. Il est redoutable dans la mesure où le conformisme pourrait devenir la source du pouvoir : on sait que le conformisme n'a jamais rien créé, plus grave : il empêche la création. On le voit, notre courte expérience dans un parti encore jeune et petit nous a conduits non seulement à réfléchir, mais à expérimenter sur des problèmes qui sont au cœur même de la démocratie.

Plus étonnante encore a été pour nous la découverte de la pression bureaucratique venant de l'extérieur. L'opinion publique et surtout la presse — ici très redoutable — sont tellement conditionnées par la référence à des organisations bureaucratiques qu'elles ne respectent plus la démocratie, la diversité qu'elle suppose et les conflits permanents et acceptés qu'elle implique. Notre tentative de faire vivre une structure authentiquement démocratique, un parti sans appareil où la

direction ne dispose d'aucun contrôle sur une base toujours maîtresse de ses décisions, et qui d'ailleurs a remplacé plus de la moitié de la direction sortante à trois reprises dans l'histoire du parti — cette tentative a été raillée, vilipendée, caricaturée à un degré incroyable.

Nos commentateurs souhaitaient sans doute nous voir exclure plus fermement et fréquemment, nous voir construire une machine bien huilée comme celle du P.C. ou du P.S. de la grande époque molletiste. Il y a une telle coïncidence entre les habitudes politiques des Français, les institutions qu'ils ont reçues en héritage, le goût commun magnifié par la presse de l'homogénéité, que ce commentaire systématiquement défavorable de notre respect des différences a éloigné de nous bien des gens et finalement beaucoup entravé notre développement. Plus paradoxalement encore s'il se peut, la critique principale de certains des courants minoritaires du parti vise justement la trop grande souplesse de celui-ci. Ils ont été conduits dès lors à reconstruire à l'intérieur

du parti des fractions, plus solidement centralisées que le parti lui-même!

Pendant toute cette période de construction du parti, il nous a aussi fallu préciser petit à petit le projet politique qui nous anime.

Défendre un socialisme non autoritaire, décentralisé, autogestionnaire, prendre en charge des espérances libertaires ou fédéralistes, c'est nécessairement se distinguer du parti communiste français, quoi qu'il en coûte. Donner, dans la lutte socialiste, la priorité à la lutte de classes directe, c'est-à-dire aux innombrables conflits quotidiens à travers lesquels se transforment les rapports sociaux, plutôt qu'à la lutte électorale qui n'est qu'un enregistreur de l'état de ces rapports, c'est aussi, inévitablement, se distinguer du parti socialiste (S.F.I.O., F.G.D.S., ou tout court). Affirmer ces positions, les traduire par une pratique — sans jamais sombrer dans l'anticommunisme — et en respectant la volonté d'unité des travailleurs, c'est-à-dire en ne poussant pas les divergences au-delà de la limite où elles deviennent des chances offertes à la droite, faire tout cela en évitant le sectarisme et l'isolement où sont

toujours tombés les mouvements révolutionnaires en France, mais en essayant de retrouver le même courage militant, voilà les tâches que nous nous sommes assignées : elles n'ont rien d'aisé.

Cette stratégie difficile nous a obligés à réfléchir de très près à ce qui se passe dans les pays socialistes. U.R.S.S., Tchécoslovaquie, Yougoslavie ont été pour nous l'occasion de réflexions et de questions essentielles. Il faudrait y ajouter la Chine, si l'information dont on dispose permettait vraiment de se faire une idée précise de ce qui s'y passe.

Mai 1968 enfin a été pour nous un sévère rappel. Nous avons pour l'essentiel utilisé les huit premières années de l'existence du P.S.U. à tenter de revitaliser les forces socialistes par la qualité de notre apport intellectuel et théorique. Les réflexions de Serge Mallet sur les couches nouvelles, celles de Pierre Belleville sur la classe ouvrière, celles de Gilles Martinet sur le marxisme de notre temps, l'effort de tout le parti en matière de formation, sa participation aux rencontres socialistes de Grenoble, marquées pour ce qui me concerne personnellement par un appro-

fondissement des problèmes de gestion monétaire socialiste, de relations économiques internationales, et par la prise en compte du problème régional, enfin l'élaboration d'une alternative socialiste au V^e Plan (le « Contre-Plan ») ont été les signes les plus visibles de cet effort. Mais tout cela était loin d'une pratique de masse, et nous restions inconsciemment sollicités par l'idée fausse que la combativité révolutionnaire est liée à la misère et que les sociétés développées ne devraient pas connaître d'affrontements aussi brutaux que par le passé.

Le mouvement de Mai a infirmé ce pronostic erroné. En quatre semaines, il a fait apparaître qu'en dehors de toute situation de famine des hommes savaient engager des luttes dures pour changer le sens de leur existence. Il a souligné aussi que le trait dominant des exigences d'aujourd'hui est le refus de la centralisation, de la bureaucratie. L'aspect libertaire du mouvement touchait aux sources les plus profondes du socialisme français. Il reste à traduire en projet politique l'espérance qu'il a représentée. Nous n'avons pas la prétention d'y être parvenus,

même si la distance considérable qu'il y a entre l'espérance de Mai et le programme commun élaboré par le parti communiste et le parti socialiste nous confirme qu'un P.S.U. actif et puissant reste nécessaire.

Voilà, rapidement retracé, l'itinéraire politique à partir duquel nous sommes amenés à nous poser, sur l'État socialiste — et plus généralement sur le mouvement socialiste — des questions difficiles.

*
**

Qu'on me permette quelques mots sur mon métier. Des études conduites un peu à la diable au milieu de tout ce travail militant m'ont permis d'entrer (à la troisième tentative) à l'École nationale d'administration. J'appartiens donc à cette race maudite des énarques. Disons d'un mot que la courte scolarité de ce qui est à peine une école ne suffit sûrement pas à façonner des mentalités collectives homogènes au point où on le croit généralement. Ce qui est en cause est le recrutement de l'École, c'est-à-dire de la haute fonction publique, la capacité de la grande bourgeoisie à maîtriser à peu près

complètement le système et ses filières, les réflexes de classe qui la caractérisent, et finalement la structure de l'Administration elle-même. Je ne crois pas que l'emprise des grands corps de l'État sur l'Administration et sur la décision politique était très inférieure dans le système précédent. Remettre l'administration au service du peuple supposera d'autres mesures qu'une réforme de l'É.N.A.

Toujours est-il que je suis sorti de là inspecteur des Finances, ce qui m'a valu d'observer pendant trois ans, sur le terrain et de l'intérieur, les mécanismes essentiels de l'appareil d'État. Après un an de recyclage en théorie économique moderne, j'ai ensuite été affecté pendant cinq ans aux services économiques centraux du ministère des Finances (Direction de la prévision). Cette fonction m'associait de très près à l'élaboration du Plan, en même temps qu'aux grandes décisions de politique économique et à la mise au point des prévisions sur lesquelles elles se fondaient. Ce fut pour moi un éclairage fort instructif sur les contraintes économiques qui s'imposent à toute action politique. La

réflexion sur une planification socialiste est nécessairement moins abstraite et moins dogmatique lorsqu'elle est confrontée avec l'observation quotidienne des grands événements économiques mondiaux.

Cette expérience professionnelle a beaucoup contribué à mon évolution politique dans au moins deux domaines. D'une part, l'observation continue du fonctionnement de l'Administration, de son caractère stérilisateur et oppressif, m'a conduit à des positions énergiquement décentralisatrices, en accord avec le très ancien penchant autogestionnaire du socialisme français. D'autre part, la réflexion sur les mécanismes économiques dominants d'aujourd'hui amène à mettre en doute les approches juridiques et institutionnelles des phénomènes d'influence et de domination, pour s'intéresser à des formes plus cachées, plus subtiles, plus évolutives, quoique non moins brutales de l'exercice du pouvoir.

C'est en fonction de cette courte expérience politique et professionnelle qu'il est maintenant possible d'aborder les questions que nous pose le socialisme institutionnalisé.

2.

Le dogmatisme
ou le socialisme
à visage inhumain

Coll. MichelRocard.org

Plus d'une vingtaine d'États dans le monde se recommandent du socialisme en y ayant au moins un titre essentiel : celui d'avoir réduit chez eux les structures de production sous propriété privée à un rôle minoritaire ou négligeable. Il suffit d'évoquer l'U.R.S.S., la Chine, l'Égypte, la Yougoslavie, Cuba et l'Algérie pour découvrir immédiatement que ce bloc de pays n'a rien d'homogène. Les niveaux de développement, la rapidité de la croissance, les rapports entre classes sociales, la structure agraire y sont fondamentalement différents.

Deux traits communs rassemblent cependant la plupart de ces pays. Le premier tient en ceci que le socialisme, hors les cas de l'Allemagne de l'Est et de la Tchécoslovaquie, a été pour eux le moyen de sortir de la

grande misère moyenâgeuse, l'entrée dans le développement économique. Même s'il y a ensuite des accidents de parcours, même si la planification centralisée paraît se heurter à des obstacles difficilement surmontables au-delà d'un certain seuil de développement, le socialisme apparaît, au regard de ces expériences, comme le seul facteur d'espoir effectivement offert aux pays du tiers monde. Mais le modèle n'est pas convaincant pour les pays capitalistes développés. Deux siècles d'avance ne s'oublient pas si vite. Les éléments caractéristiques du socialisme en pays hautement industrialisés restent à inventer. La question est de savoir jusqu'à quel point est utilisable l'expérience accumulée par les pays aujourd'hui socialistes.

Or, l'autre trait qui leur est commun — à l'exception dans une certaine mesure de la Yougoslavie, depuis peu — est largement défavorable. Il est difficile à définir.

Un observateur venant d'Occident, même s'il est socialiste de conviction, ne peut manquer d'être frappé par la tonalité de la vie publique en pays socialiste. Conformisme de la presse, suffisance des déclarations

émanant des autorités officielles, importance des procès politiques, secret statistique extrêmement étendu, silence total maintenu sur certains aspects de la réalité sociale, inexistence à peu près complète des libertés d'expression, d'association et de grève en dehors de la caution du pouvoir, absence d'opposition reconnue, rôle essentiel de la police politique, tout cela qualifie des régimes intolérants et dogmatiques. Il n'est de vérité qu'officielle, il n'est de liberté que dans l'obéissance.

Le constat n'a guère besoin d'être détaillé plus avant. Chacun connaît ces situations. Les uns en tirent argument contre toute forme de socialisme, d'autres observent à leur sujet un silence pesant, d'autres encore en viennent soit aux explications embarrassées, soit aux simplifications mythologiques : le prolétariat, seule classe authentiquement révolutionnaire, porteuse à la fois des vertus communautaires et démocratiques, s'est fait subtiliser ses diverses révolutions par une classe bureaucratique qui manifeste ainsi ses tares et qu'il suffira de renverser pour assurer la vraie démocratie socialiste.

Tout cela n'est guère sérieux et le fait que l'autoritarisme soit une caractéristique aussi commune à l'ensemble pourtant fort hétérogène des pays socialistes, devrait appeler une réflexion plus rigoureuse.

Je n'entreprendrai pas ici de discuter un premier problème, pourtant essentiel pour bien des pays : celui de savoir si, et dans quelle mesure, l'autoritarisme est un produit inévitable de la pauvreté et du sous-développement. Il est peu contestable que l'absence de toute tradition démocratique, la faiblesse du niveau d'éducation, la violence des affrontements sociaux dans des pays où les conditions de partage du produit collectif se résument à des conditions de survie inclinent vers des solutions autoritaires même là où la puissance publique se donne des objectifs socialistes, entend lutter contre la concussion et a un recrutement lié aux couches populaires. Cette évolution est-elle inévitable? On peut en discuter. Pour ceux qui admettent que le socialisme est une société organisée autour de l'autonomie de gestion des structures de base, on peut soutenir qu'aucune évolution autoritaire

n'est inévitable dès l'instant que s'organisent ces formes décentralisées de la vie collective. Mais, de toute façon, les contraintes liées au sous-développement ne sont pas celles qui pèseront sur une société socialiste en Europe occidentale. Ce sont donc les autres fondements de ces tendances autoritaires qu'il faut examiner.

Tout de suite une question se pose : est-ce l'autoritarisme d'une direction politique qui crée le conformisme comme condition nécessaire à l'exercice de son autorité, ou au contraire est-ce le conformisme, la rigidité, le goût de l'homogénéité des militants socialistes qui appelle l'autoritarisme quand ils sont au pouvoir?

Pour un socialiste français, constamment confronté au parti communiste français, à son centralisme absolu, à son autoritarisme dans ses rapports avec ses partenaires, ce n'est pas une question vaine que d'imaginer le genre de société que nous préparent ses formes de vie intérieure actuelles. Et cependant, il n'y a pas de choix simple dans l'alternative évoquée à l'instant. La liberté de pensée, d'expression, de publication, voire

de non-conformisme, était totale parmi les bolcheviques victorieux de 1917, et l'équipe hétéroclite qui entourait Fidel Castro au soir de l'entrée à La Havane en 1960 avait sans doute bien des défauts, mais sûrement pas celui d'être dogmatique le moins du monde ni prédisposée au conformisme. Les choses ne se sont gâtées qu'après. Le parti communiste yougoslave, après sa rupture avec Moscou, a montré une vivacité de débats, une ouverture aux suggestions les plus diverses qui paraissent montrer que là aussi la liberté de pensée avait été préservée, le conformisme n'était pas devenu étouffant.

En fait, trois facteurs semblent avoir joué, à des degrés variables, pour engendrer non seulement l'autoritarisme des États socialistes, mais aussi les comportements dogmatiques et intolérants de bien des éléments du mouvement socialiste à travers le monde : les situations économiques et sociales particulières de chacun des pays où la révolution socialiste tentait de prendre son essor, les formes d'organisation et de commandement de l'Internationale communiste, enfin une attitude militante, quelque

peu messianique, qui constitue le contexte idéal pour la diffusion du conformisme et de ses séquelles autoritaires.

Reprenons ces trois facteurs.

*
**

Bien des théoriciens admettent aujourd'hui que si l'évolution des forces productives — concentration du capital, nombre et qualification des travailleurs, rôle de la science comme force productive directe — appelle la propriété collective des moyens de production et d'échange, cette appropriation collective ne peut pas se situer très vite au niveau des unités de production.

En outre, les circonstances historiques de la prise de pouvoir ont exigé une centralisation très forte. En Russie, guerre internationale, puis invasions étrangères, puis guerre civile, en Yougoslavie guerre de libération nationale, à Cuba, blocus américain, tout cela exigeait des décisions rapides et efficaces et ne permettait pas de se donner le temps du débat et de la pédagogie. De plus, le niveau de pauvreté et de sous-éducation interdisait aussi de décentraliser les décisions.

Ainsi la propriété collective des moyens de production et d'échange est-elle devenue propriété de l'État central.

Mais l'appropriation nationale ou étatique n'est pas une couverture juridique du pouvoir des travailleurs sur leurs outils de travail. Elle lui est de bien des manières antinomique. Elle répond à la nécessité d'harmoniser les niveaux de développement technique entre régions, entre branches et entre firmes, de contrôler la division du travail, d'assurer le prélèvement et la répartition du surplus économique ou plus-value. Et elle répond à cette nécessité dans la mesure où l'ensemble des travailleurs (la classe ouvrière au sens large) n'est pas encore capable, en raison de ses divisions internes et de son niveau de développement culturel et politique, d'assurer la gestion directe des unités de production et la mise en place de mécanismes collectifs de coordination assurant le développement de sociétés complexes. Or, cette appropriation étatique engendre une couche sociale chargée de la gérer, qui est bureaucratique par sa nature et sa fonction.

Son objectif sera constamment de défendre

et d'élargir son pouvoir, lui-même lié à la répartition de la plus-value. Il s'agit donc d'une véritable classe sociale, dont l'apparition et le développement sont des phénomènes irréversibles sans bouleversement violent, comme l'ont montré depuis quinze ans les événements de Berlin-Est, de Hongrie, de Tchécoslovaquie et de Pologne.

Cette classe bureaucratique utilise tous les éléments de la situation économique pour étendre son intervention, et par là son pouvoir. La rareté est son terrain d'élection, les difficultés commerciales extérieures qui obligent à des mesures intérieures draconiennes, son meilleur prétexte. La rareté fut l'occasion de sa naissance en U.R.S.S., les contraintes extérieures à Cuba.

Mais ce pouvoir étant établi, il faut le légitimer. Il y a bien sûr, les simulacres : des élections avec liste unique et cent pour cent de votants. Peut-être faut-il savoir gré à la République cubaine de n'avoir jamais cherché à s'affubler de cet expédient grotesque, le simulacre ne résolvant rien d'essentiel.

Il reste à fonder la légitimité réelle du pouvoir politique socialiste.

De tout temps et dans toutes les sociétés, le prélèvement et le partage du surplus économique — plus-value — sont l'objet même du pouvoir politique.

On pourrait imaginer — c'était d'ailleurs l'idée des fondateurs du socialisme, Marx inclus — que la légitimité d'un pouvoir socialiste tient à sa capacité à assurer la représentation effective de l'ensemble des travailleurs dans la diversité de leurs intérêts et de permettre que se négocient effectivement les accords nécessaires au développement harmonieux d'une société décentralisée. Cela redonnerait sa signification à un processus électoral renouvelé.

Dès lors, dans une société socialiste, ce partage devrait se faire par négociation directe entre les différentes catégories de travailleurs intéressés, sans l'intermédiaire d'une couche bureaucratique chargée de cette fonction. Dans un système réellement représentatif, quelle qu'en soit la forme, le pouvoir de cette couche bureaucratique disparaîtrait. Il n'est donc pas question qu'elle accepte un tel système. Elle est contrainte alors d'expliquer que sa fonction

est une fonction d'intérêt général; elle évoque l'intérêt supérieur de la révolution, celui du parti, peu importe. Car si elle améliore la représentativité des parties à la négociation, elle diminue son pouvoir propre : la pente fatale est en vue.

On se trouve ainsi amené à découvrir un autre fondement à la légitimité recherchée du pouvoir socialiste : la justesse théorique et par conséquent l'« orthodoxie » de ses décisions.

C'est ainsi que le désaccord devient hérésie, que le non-conformisme devient crime de lèse-légalité, que la vérité cesse de résider dans les faits pour se trouver cantonnée dans les textes sacrés. L'analyse des procès dans le monde soviétique à laquelle s'est livrée Annie Kriegel correspond exactement à cette vision, bien qu'elle soit ici présentée de manière extrêmement schématique. On comprend dès lors que la presse ne doive pas se permettre des commentaires en discordance avec les vues officielles, car le lecteur moyen risquerait de mettre en doute la légitimité des décisions du pouvoir, et finalement celle du pouvoir lui-même. La chape

du conformisme s'étend, en tache d'huile, sur toute l'activité d'information, de culture, de recherche scientifique et jusqu'à la création esthétique. Le système doit rester monolithique pour tenir. Et la police est là pour y veiller.

On peut comprendre le développement de ces phénomènes en Union soviétique, à la lumière de la situation particulière où s'est trouvée la jeune révolution dans ses premières années d'existence et de pouvoir. Mais les mêmes phénomènes se sont reproduits dans des pays où les contraintes initiales auraient dû être beaucoup moins lourdes, comme la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est après la Seconde Guerre mondiale. Et le fonctionnement interne des partis communistes encore dans l'opposition — comme le français, par exemple, ou le cubain pendant toute la période de Batista — fait apparaître des traits fort analogues. Les facteurs liés aux situations économiques et sociales ne sont donc, à l'évidence, pas seuls en cause. Les formes de commandement de l'Internationale communiste ont aussi joué leur rôle.



L'objectif central des bolcheviques victorieux était la révolution mondiale, au point que Lénine crut pouvoir dire qu'il serait peut-être nécessaire de sacrifier la jeune révolution russe si cela pouvait aider au déclenchement de la révolution en Allemagne. Une des premières décisions de Lénine et de ses camarades est donc la création d'une Internationale.

Très marquée par les difficultés que rencontre la jeune Union soviétique, l'Internationale l'est aussi, dès ses débuts, par l'ambition mondiale qui caractérise les révolutionnaires russes et, avec eux, les révolutionnaires de toute la gauche de la social-démocratie européenne. Dès ses premiers congrès, l'Internationale érige en principe général d'organisation des partis qui vont s'appeler communistes le centralisme absolu qui est apparu comme une nécessité temporaire en Russie.

Les vingt et une conditions d'adhésion, élaborées sous la direction de Zinoviev,

visent à la fois l'organisation interne, les rapports avec les syndicats, les techniques de l'action clandestine et les modalités du contrôle politique sur l'ensemble des activités des partis. Dans bien des pays d'Europe occidentale, ces conditions ne correspondaient en rien aux traditions politiques en usage, et notamment pas à celles du mouvement socialiste.

Mais l'Internationale a eu très vite les moyens de les imposer dans les faits, même à des partis importants qui les avaient à l'origine plutôt acceptées du bout des lèvres, tel le parti communiste français, majorité de l'ancienne S.F.I.O.

Fournissant l'essentiel de l'argent, accueillant les principaux cadres dans ses écoles de formation en Union soviétique, disposant dans chaque pays important d'une cellule de contrôle du parti local directement nommée par elle, l'Internationale assumait en outre l'accueil et le reclassement des militants pourchassés et voués à l'exil. Dès lors, les techniques qui consistaient à vider de tout contenu la démocratie interne pour imposer les choix faits au sommet, celles

qui permettaient de contrôler toutes les élections internes pour imposer les candidats choisis par la direction à toutes les fonctions de l'organisation, devinrent pratiques courantes. Naturellement, cela fut difficile, cela prit du temps. Dans le cas français, on connaît cette première période d'une douzaine d'années où la vie interne du P.C.F. fut extrêmement conflictuelle, au point que les secrétaires généraux changeaient tous les deux ou trois ans, et que l'on a même vu des coups de pistolet tirés en pleine salle de congrès. Mais la mécanique était en marche, comme elle l'était dans quatre-vingts partis communistes ou davantage.

Ce fonctionnement interne ne met pas seulement en cause le mode de délibération et de désignation des directions, il affecte également la réflexion théorique et les publications des partis en cause. L'élaboration théorique cesse d'être une recherche pour n'être plus qu'une justification des décisions prises grâce à des raisonnements qui les raccordent plus ou moins bien aux principaux textes de la *Vulgate*. Le rôle important des citations dans les textes du

genre est un bon indice de leur rôle particulier.

Staline, dans sa mégalomanie omnipotente, a contribué beaucoup à marquer dans ce domaine l'histoire du monde communiste de traits indélébiles. Pourtant il faut noter non seulement que les conditions économiques et sociales de cet accent sur l'autoritarisme étaient réunies dès avant son accès au pouvoir, mais encore que les conditions politiques de son extension à l'ensemble des partis de l'Internationale l'étaient aussi. Les statuts de la fraction bolchevique à l'intérieur du parti ouvrier social-démocrate russe, et dès les lendemains de la victoire d'Octobre, l'acceptation par les autres partis communistes du leadership incontesté du parti russe étaient autant de conditions favorables à cette évolution.

On ne se tire pas d'une réflexion critique sur l'autoritarisme dans le mouvement communiste international par une simple mise en cause des défauts caractériels de Staline, ni même par une analyse des raisons objectives qui ont favorisé la naissance de la bureaucratie. Il faut pousser la

critique jusqu'aux formes statutaires des partis, et aux décisions organisationnelles de Lénine lui-même.

*
**

Un dernier facteur doit pourtant être pris en compte, qui touche au « tempérament militant ». Si les formes d'organisation et de commandement des partis communistes sont parfaitement étrangères à toute démocratie, à tout respect des opinions minoritaires, et finalement au contenu même de l'espérance socialiste, cela ne les a nullement empêchés (dans certains pays tout au moins) de recruter, de se développer, et d'atteindre une taille significative.

Pis, des comportements similaires affectent bien des fractions du mouvement socialiste à travers le monde. Dogmatisme, sectarisme, suffisance, certitude absolue de détenir la vérité, intolérance, tout cela suinte de toutes parts à la lecture de bien des publications socialistes — et notamment révolutionnaires.

Un des cas les plus frappants est celui du mouvement trotskyste. Né d'une contestation de la bureaucratie soviétique, il en a pourtant

gardé toutes les caractéristiques. La violence des affrontements internes, le vocabulaire dans lequel sont proférées les condamnations réciproques, l'incapacité à vivre ensemble, sanctionnée par d'innombrables scissions, restent le lot commun du mouvement trotskyste en France et dans le monde depuis quarante ans. L'importance du recrutement jeune dans ce secteur depuis Mai 68 paraît avoir modéré quelque peu certains de ces aspects, mais le sectarisme d'organisation reste toujours aussi perceptible.

Les courants qui se sont un temps dits maoïstes (et dont l'origine réelle en France est aux limites de l'anarchie) devraient logiquement être étrangers à ces errements. Mais ce n'est guère le cas. L'infatuation, l'intolérance, le mépris des faits non compatibles avec la « ligne » sont la règle générale dans tous ces groupes et cela dans l'extrême gauche mondiale aussi bien qu'en France. Cette autosatisfaction permanente peut d'ailleurs s'accommoder de changements de ligne ultra-rapides, qui ne sont que la rançon de l'absence de réflexions réelles et ouvertes à l'intérieur des organisations.

A la limite, on en arrive à se demander si l'intolérance n'est pas directement fonction de l'ambition révolutionnaire, et si seul le renoncement social-démocrate à toute transformation réelle des structures existantes est compatible avec une attitude politique d'ouverture au dialogue et de démocratie profondément Rosa Luxemburg, par exemple.

Il y a là un paradoxe qu'il faut élucider. Une des conditions de cette élucidation est de ne pas prendre les apparences pour des réalités. L'histoire a montré que les sociaux-démocrates, en raison de leur inconsistance théorique et politique, peuvent être tout aussi dangereusement autoritaires. Noske en Allemagne, Robert Lacoste en France l'ont bien montré. Et si les partis sociaux-démocrates sont restés moins monolithiques, on ne le doit pas forcément au tempérament fermement démocratique de leurs directions successives, mais peut-être davantage à leur impuissance.

Il faut donc approcher directement ce penchant conformiste et autoritaire que

l'on retrouve dans l'essentiel du mouvement socialiste international.

Une tendance autoritaire est une composante inévitable de tout courant politique, qu'il l'assume ou s'en défende. Cette tendance croît avec les difficultés que connaît ce courant pour se développer. Encore faut-il ne pas l'encourager et tenter même de la réduire par des formes institutionnelles ou statutaires adaptées, par une pédagogie et une formation qui prennent directement en charge ce problème au lieu de l'éluder.

Dans le cas des forces socialistes, d'autres éléments jouent. On peut en distinguer quatre :

— Le premier est lié à l'intensité de la lutte des classes. Précisément parce qu'il ne limite pas son action aux règles du jeu imposées par le système en place, un parti socialiste se situe au sein de la lutte des classes. Ses méthodes, ses formes d'organisation devront être adaptées au type de conflits qu'il soutient et développe. La France et l'Italie, pays où le mouvement socialiste et révolutionnaire est très marqué de tendances autoritaires, sont aussi des pays où la

lutte des classes est dure, le patronat intransigeant et répressif. Dans le cas particulier de la France, dont Marx disait qu'elle est le seul pays où les luttes de classes aient toujours été poussées jusqu'à leur terme, cette violence des affrontements sociaux s'est traduite au niveau du système politique, très tôt centralisé et organisé en fonction d'une priorité aux tâches de police. Le caractère oppressif de tout ce corps administratif aggrave l'intensité des conflits sociaux, mais aussi politiques, et appelle une réponse à sa mesure, dont l'autoritarisme est une composante difficilement évitable puisque appelée par le système de relations sociales.

— Un deuxième élément est l'incontestable fascination exercée par le modèle communiste de parti sur les militants. Quelle que soit l'ampleur des désaccords que l'on peut avoir avec la stratégie communiste à travers le monde, il est clair à la fois que la puissance d'intervention qui est celle de nombreux P.C. provoque des réflexes d'envie chez les socialistes d'autres obédiences, tentés dès lors d'appliquer peu ou prou des méthodes

aussi efficaces, et que la seule intervention des P.C. avec leurs méthodes sur le champ politique oblige les autres forces à en tenir compte et parfois à les imiter. Dès lors, le centralisme interne, la propagande simplificatrice et cynique, voire mensongère vers l'extérieur, la volonté de récupération systématique de tous les mouvements sociaux, de tous les organismes collectifs nés spontanément à la base deviennent des normes permanentes — et l'intolérance en est l'inévitable produit.

Ces deux premiers éléments sont d'importance considérable. Il est cependant probable qu'ils ne suffiraient pas à entraîner la généralisation de tels comportements dans le mouvement socialiste, et même que leur influence pourrait sans doute y être limitée, s'il ne s'en ajoutait deux autres qui ne doivent rien, quant à eux, à la pratique sociale de la bourgeoisie ni à celle des P.C.

— Le troisième élément est en effet ce que l'on pourrait appeler le messianisme révolutionnaire. La critique socialiste du capitalisme, même si elle s'appuie sur un appareil théorique très élaboré, est d'abord morale.

C'est une critique de l'inégalité, de l'injustice, de l'oppression, de l'aliénation. On ne transige pas avec la morale. Tout militant socialiste, devant la société de profit et d'affairisme où nous vivons, se sent détenteur pour une part d'un message prophétique et d'une critique éthique par rapport auxquels tout compromis avec la société existante est une trahison. Le militantisme est un ascétisme — que confirme d'ailleurs la brutalité de la répression professionnelle et parfois politique. Il faut du courage et du désintéressement pour être militant révolutionnaire. Dès lors, la fermeté des convictions sera à la hauteur de ce courage nécessaire, conforté par la certitude d'incarner la justice. La sûreté de soi n'est pas loin, l'intolérance et l'autoritarisme non plus.

— Enfin, un quatrième élément joue aussi son rôle dans cette propension à l'autoritarisme au sein du mouvement socialiste : c'est la prétention scientifique.

Il est incontestable que la démarche de Marx est de nature scientifique. L'étonnante connaissance qu'il avait de l'avancement des sciences humaines de son temps, la rigueur

de ses raisonnements, son refus de tout prophétisme, son approche systématique par la critique des faits et celle des positions des antagonistes, la valeur de ses apports en économie, en sociologie, en histoire et en philosophie, tout cela qualifie une démarche scientifique, même si le militant qu'il était devait recourir souvent aux armes de la polémique. C'est probablement là son plus grand apport à la cause du socialisme, et je ne crois pas qu'aucun militant habitué à sa méthode d'analyse et au maniement de ses concepts puisse éviter de ressentir de temps à autres un certain vertige devant la puissance intellectuelle des outils ainsi forgés pour affiner toujours davantage l'analyse critique des sociétés existantes et les orientations stratégiques du mouvement socialiste en lutte.

Mais le caractère scientifique d'une démarche intellectuelle est chose fragile. Il suppose la modestie devant les faits, l'ouverture à toutes les informations, le courage de s'interroger sur la théorie et sur les hypothèses si elles ne cadrent plus avec la réalité inventoriée. Il suppose aussi la disponibilité

pour la controverse, pour la remise en cause de ce qui paraît le mieux établi.

Or, curieusement, le caractère scientifique de l'analyse marxiste a conduit certains de ses thuriféraires à conférer un caractère de dogme et de certitude sacrée non seulement à la méthode et aux hypothèses, mais aux plus conjoncturelles, aux plus historiquement datées des conclusions. De la réflexion scientifique, on passe à la scolastique. Tout désaccord est suspect d'hérésie, tout renouvellement de l'interprétation des textes sacrés est de nature schismatique. On retrouve ici, mais sans l'expérience du pouvoir, l'évolution à laquelle en est arrivée la révolution soviétique. La surenchère pour l'appropriation des dépouilles du marxisme-léninisme est effarante entre communistes orthodoxes, trotskystes et maoïstes. Mais le type de débat qu'ils entretiennent n'a plus aucun caractère scientifique. Alors que Marx s'appuyait constamment sur l'étude des données technologiques et statistiques connues de son époque, la production de telles informations est aujourd'hui suspectée dans son principe : elle pourrait entraîner

une mise en question de toute la scolastique. Le militant révolutionnaire est alors souvent le missionnaire d'une nouvelle foi dont la liturgie s'enrichit d'un arsenal de mots et de concepts qui n'ont plus de scientifique que l'apparence. Du coup, controverses et désaccords ne peuvent plus être tranchés par l'expérience ou la réflexion, mais par la référence à l'orthodoxie. Comme dans le débat entre Galilée et ses juges, la Terre ne peut pas tourner puisque ce n'est pas dit par Aristote! Il suffit aux dirigeants d'appareils ou de fractions d'avoir un bon maniement de la littérature reconnue pour orienter les interprétations dans le sens nécessaire à leurs décisions.

Tout se lie donc : dureté des affrontements de classes, fascination du P.C., messianisme révolutionnaire et prétention scientifique pour créer cette prédisposition à l'autoritarisme et au conformisme, que vient renforcer l'intervention des partis communistes eux-mêmes.

La vraie question que pose tout cet ensemble de comportements est de savoir comment s'en affranchir. Mais cette question n'a pas

de réponse en dehors d'un examen des mécanismes du pouvoir lui-même. Car si ces comportements ont pris une telle extension, ce n'est pas seulement parce qu'ils rencontraient les prédispositions favorables que nous venons d'esquisser, mais c'est aussi parce que les détenteurs du pouvoir, aussi bien dans les États que dans les partis, ont un intérêt évident à assurer leur persistance et leur extension.

Coll. Michel Rocard.org

3.

Le pouvoir :
pratique et théorie
marxiste

Coll. MichelRocard.org

Diagnostic

Le fonctionnement du pouvoir dans les États socialistes présente des traits inquiétants. Poids excessif de la personnalité dirigeante, décisions prises dans le secret le plus absolu, transmission du pouvoir par des guerres de palais qui n'ont jamais aucun rapport apparent avec les orientations ou les choix de la population, tels sont les caractères les plus constants de ce fonctionnement.

Une analyse de classes explique fort bien les comportements et les choix collectifs des différentes couches concernées : bureaucratie de l'État et du parti, technocratie dirigeant la production, et caste militaire. La même analyse explique aussi la fonction de substitution que remplit la bureaucratie,

à la place d'une classe ouvrière encore marquée de contradictions léguées par la division sociale du travail et par les conditionnements idéologiques imposés tous deux par le capitalisme. Mais l'analyse de classes ne rend pas compte des raisons pour lesquelles aucun effort n'a nulle part été tenté pour faire apparaître ces contradictions, leur donner une traduction institutionnelle et les traiter pour ce qu'elles sont : les enjeux des choix politiques essentiels d'une collectivité. Le fait que le prolétariat n'était pas encore apte à exercer toutes les missions que lui assigne la théorie aurait dû rendre le mouvement ouvrier marxiste encore plus exigeant sur l'étude et la mise au point expérimentale des mécanismes et des institutions de son pouvoir. Le contraire s'est produit : on a traité les problèmes du pouvoir par préterition, et l'ascension de la bureaucratie, permise par le fait qu'elle remplissait une fonction appelée par une certaine situation de classe, en a été grandement facilitée. C'est sous sa marque que le pouvoir prend, dans les États socialistes, les caractères décrits ci-dessus.

Cette communauté de mécanismes coïncide avec une étonnante diversité institutionnelle, toujours en apparence. Sur le rôle du ou des partis, les documents constitutionnels sont parfois muets (U.R.S.S. jusqu'en 1956), parfois explicites en affirmant l'existence du parti unique, parfois ouverts à un pluralisme de partis comme en Tchécoslovaquie. Mais tous ces partis sont alors de pâles satellites du parti communiste.

Les rapports du parti et de l'État relèvent de la même diversité apparente : de la confusion absolue des organes dirigeants (Cuba) à la distinction absolue entre les organes du parti et ceux de l'État, avec vie politique autonome et distincte des uns et des autres (Yougoslavie), on observe toutes les variétés de distinction des fonctions. Des solutions comportent tantôt le parti comme instance de délibération et de décision suprême, l'appareil d'État lui étant purement et simplement subordonné (cas de la Chine, semble-t-il), tantôt l'inverse, les organes vivants étant ceux de l'État, le parti n'étant là que pour appuyer l'application des décisions (cas de Cuba), tantôt des situations intermé-

diaires où les deux appareils coexistent, l'un semblant parfois plus important que l'autre (l'État en Allemagne de l'Est, le parti en Roumanie), avec parfois des changements d'équilibre entre l'un et l'autre, comme semble le montrer l'histoire de l'Union soviétique.

De tout cela, il faut retenir deux choses. La première est que toutes ces apparences cachent une même réalité, celle du parti unique. La seconde, que cet apparent désordre des solutions formelles cache une très grande irréflexion des pays socialistes et du mouvement socialiste tout entier sur l'organisation institutionnelle du pouvoir.

Le parti unique, n'est pas le résultat d'un choix théorique, délibéré et formulé en tant que tel. Si l'on en croit Pierre Naville (*La Bureaucratie et la Révolution*, p. 350), la pluralité des partis soviétiques a fait partie du programme des bolcheviques. L'interdiction des autres partis, puis des fractions dans le parti, ne sont que des mesures de circonstance. Le dogme du rôle dominant du parti n'a été formulé que longtemps après, par Staline. On est arrivé à la

même solution à Cuba, par une fusion d'organisations que la conjoncture rendait relativement nécessaire. En Yougoslavie, le parti communiste a conquis de haute lutte son rôle hégémonique pendant la guerre des partisans, et s'est borné à le conserver. De la même manière, c'est la lutte armée — mais contre le pouvoir de la bourgeoisie nationale cette fois-ci — qui a assuré le pouvoir hégémonique du parti communiste chinois.

Les raisons sont donc diverses, mais l'évolution est convergente, même si elle n'a pas été absolument délibérée. On a vu dans le chapitre précédent comment des contraintes économiques, des habitudes politiques et des comportements idéologiques peuvent ouvrir la voie à ces systèmes autoritaires; il reste à s'interroger sur les raisons profondes qui les ont fait naître et sur leurs mécanismes réels.

J'écarte ici — parce qu'il ne concerne pas nos pays d'Europe occidentale — le problème pourtant essentiel des révolutions socialistes nées d'une lutte d'indépendance nationale, comme Cuba.

La question qui s'impose est de savoir

pourquoi des révolutions qui se voulaient non pas d'abord nationales, mais socialistes dans leur principe, donc démocratiques par définition, en sont venues à ces systèmes de pouvoir sans rapport aucun avec la démocratie, quelque forme qu'on en accepte.

L'examen que nous avons fait dans le chapitre précédent des pentes historiques et sociologiques, des occasions et des tentations offertes par les hommes comme par les situations, fournit des indices; il ne nous donne pas une explication. Il inventorie et questionne les legs du mouvement socialiste, il ne se prononce pas sur l'origine réelle de ce pouvoir ultra-centralisé.

Le schéma marxiste de la prise du pouvoir

L'analyse marxiste est en quelque sorte une radiographie des situations sociales. Derrière les faux-semblants, les idéologies plaquées, les rites formels, elle dévoile la réalité des conflits comme des solidarités

d'intérêts. Dans l'apparente diversité des solutions politiques autour desquelles s'affrontent les partis politiques, elle distingue les stratégies dominantes de chacun des grands groupes d'intérêts qui maîtrisent les processus de production dans une société donnée. Elle permet de rapprocher les prêches idéologiques de chacun des groupes de leurs comportements véritables, et en fait dès lors tomber l'hypocrisie.

Pour rapprocher la pratique des États qui se recommandent du marxisme de leurs intentions, je vais être obligé à un long développement, pas assez long toutefois pour éviter d'être souvent sommaire, destiné à rappeler les principes fondamentaux de la méthode d'analyse marxiste.

Cette analyse est un très remarquable outil de clarification des situations historiques. Elle permet notamment d'éclairer les tentatives faites par les classes dominantes pour susciter la division parmi les couches populaires et se faire des alliés de telles fractions de ces couches. Ainsi c'est seulement une analyse marxiste des rapports de production dans l'agriculture d'aujourd'hui qui met

pleinement en évidence le rôle d'intégration joué par un syndicalisme agricole en fait dirigé par de gros agrariens ayant partie liée avec la propriété foncière et avec le capitalisme commercial (voire industriel), beaucoup plus qu'avec la majorité des exploitants qui vivent surtout de leur travail. Ces derniers, liés par une abusive solidarité professionnelle, ne peuvent avoir aucune perception claire de la situation qu'ils subissent. Il a fallu une analyse en termes de classes des différentes situations des exploitants par rapport à la propriété foncière, au crédit, aux industries de transformation, pour parvenir à une compréhension à peu près satisfaisante de la situation *.

J'ai saisi à dessein cet exemple très récent pour bien montrer que la méthode garde toute sa valeur pour éclairer des situations actuelles.

De la même manière, la réflexion marxiste a permis de distinguer les intérêts réels des travailleurs des multiples compromis par lesquels la bourgeoisie tente de se les attacher

* Bernard Lambert : *Les Paysans dans la lutte des classes* (Éd. du Seuil).

ou de réduire leur hostilité. Mais, pour ce faire, elle a essentiellement centré son effort sur les lois de développement du capitalisme, sur les causes et les formes de l'exploitation qu'il implique et de l'aliénation qu'il engendre.

L'opposition irréductible entre ceux qui n'ont que la vente de leur force de travail pour vivre et ceux qui vivent de l'exploitation du travail des autres par la possession des moyens de production et d'échange, entre classe ouvrière et bourgeoisie, se dégage ainsi en toute netteté, quelles que soient les tentatives faites pour l'obscurcir ou la nier.

Mais l'analyse montre également que la contradiction entre le caractère de plus en plus collectif du travail et le caractère privé de la propriété des moyens de production et d'échange n'est pas seulement le fondement d'un antagonisme entre bourgeoisie et classe ouvrière. Elle est bien davantage encore une contradiction interne décisive au sein du mode de production capitaliste dont elle entraînera finalement l'extinction. La classe ouvrière (au sens où le mot dérive d'ouvrage ou d'œuvre, et non pas du seul travail manuel

naturellement; peut-être faudrait-il parler de classe productive pour éviter cette difficulté terminologique propre à la langue française; l'anglais comme l'allemand font référence à la « classe travaillante ou travailleuse ») exclue de la propriété des moyens de production, donc du pouvoir, n'en est pas moins l'agent actif de cette production — qu'elle est capable d'assurer. Étrangère aux violences de l'accumulation des richesses, elle développe en son sein les valeurs de communauté et de solidarité qui lui sont nécessaires pour se défendre de l'oppression, mais qui sont aussi les fondements d'une société juste et libre que, précisément, le capitalisme a détruits.

La classe ouvrière est donc porteuse d'une révolution socialiste, qui surviendra quand le capitalisme ne maîtrisera plus ses croissantes contradictions internes. Cette révolution ne peut être que violente, la bourgeoisie n'acceptant évidemment de plein gré aucune mise en cause de sa domination. Par sa prise du pouvoir, la classe ouvrière assurera l'appropriation collective des moyens de production et d'échange et mettra fin par là même

aux fondements de l'exploitation capitaliste. A ce qu'à été la dictature de la bourgeoisie, succédera le pouvoir hégémonique, la dictature de l'ensemble des travailleurs, c'est-à-dire du prolétariat.

Cette dictature ne peut être que démocratique parce qu'elle est celle d'une majorité sur la minorité et non l'inverse, parce qu'elle naît de la destruction des sources de domination de la société précédente (la propriété privée des moyens de production et d'échange qui caractérisait le capitalisme), parce que la société qu'elle crée ne comporte plus de contradiction entre les forces productives (le capital investi et les travailleurs le mettant en œuvre) et les rapports de production (la forme d'organisation juridique des travailleurs dans la production). A la hiérarchie militaire de l'entreprise organisée sous le contrôle du capital réparti entre quelques mains, se substituera en effet une organisation volontaire des travailleurs libres — tous parties prenantes à la propriété de leurs outils.

Bien entendu, les analyses et les hypothèses de Marx, d'Engels, de Lénine, de Plekhanov,

et de beaucoup d'autres, sont infiniment plus nuancées, plus subtiles que le résumé tristement classique que je viens d'en donner ici. Mais dans la pratique sociale des organisations marxistes, dans les moyens de réflexion donnés à la masse de leurs militants de base, il est rare que l'on dépasse les quelques propositions ainsi rassemblées et qui, je crois — même si elles la schématisent à l'extrême — respectent l'ossature de la pensée collective du courant marxiste.

Ce schéma s'accommode de transformations appelées par les situations historiques, et parfaitement théorisées par les dirigeants révolutionnaires. Ainsi les bolcheviques russes savaient qu'ils profitaient de l'effondrement du système féodal pour imposer le pouvoir de la fraction la mieux organisée du prolétariat russe et qu'il leur faudrait accomplir la tâche de développement industriel qu'un capitalisme naissant avait à peine entamée, sans avoir eu le temps d'établir un pouvoir d'État spécifiquement bourgeois. Ainsi, les communistes chinois savaient que leur révolution était essentiellement paysanne, et que le pouvoir prolétarien

à créer serait de ce fait marqué de traits particuliers. Les communistes yougoslaves libérant leur propre territoire de l'occupant savaient également fort bien qu'une lutte de libération nationale n'a pas les mêmes caractères qu'une lutte de classes menée jusqu'au bout. Mais le schéma principal n'en était guère modifié. Il en fut même encore plus caricaturé, s'il se pouvait.

Or, ce schéma comporte trois erreurs que les situations concrètes allaient révéler, mais qui sont toutes trois de nature théorique aussi bien que pratique. Les deux premières auraient peut-être pu être évitées grâce à une lecture moins scolastique des textes de Marx et d'Engels et à un examen moins systématiquement orthodoxe de la réalité sociale, la troisième aurait exigé un approfondissement théorique très réel.

Première erreur :

la simplification de la notion de prolétariat

La première erreur est une simplification excessive des affrontements de classes

dans la société, et tout spécialement une simplification excessive de la notion de prolétariat. Tout s'est passé comme si la source théorique des décisions stratégiques et institutionnelles des socialistes marxistes victorieux se limitait à un seul texte, le plus sommaire sur ce plan : le *Manifeste du parti communiste*. Le but de ce texte était de propagande et de mobilisation plus que d'analyse et de recherche. L'avenir de la société capitaliste s'y trouvait ramené à un unique affrontement entre bourgeoisie et prolétariat, sans référence à d'autres couches sociales, à des situations de classes plus ambiguës, ni à des contradictions internes entre ces deux blocs que devaient être la bourgeoisie et le prolétariat. De là à une vision homogène de l'un et de l'autre, il n'y a qu'un pas, que la pratique collective du socialisme marxiste a en fait franchi, quelles que soient par ailleurs la finesse et l'ampleur de la culture théorique de ses meilleurs dirigeants.

Or, ni Marx ni Engels ne se sont jamais permis, dans leurs écrits autres que le *Manifeste*, une vision aussi peu dialectique

que celle qu'ils ont présentée dans ce texte. *Le Capital*, œuvre non terminée, n'aborde ces problèmes que par incidence, et avec plus de nuance. Quant aux œuvres historiques de Marx (en fait chroniques de journaliste), elles font preuve au contraire d'un manie-ment extrêmement subtil du matérialisme historique et de l'analyse de classes. Dans les *Luttes de classes en France*, comme dans *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx décrit en détail les contradictions internes de la bourgeoisie, les oppositions entre propriétaires fonciers, bourgeoisie bancaire et bourgeoisie industrielle et commerciale. Il isole le rôle des masses paysannes qui n'est lui-même pas présenté comme monolithique, et il se garde bien d'analyser le prolétariat comme un tout homogène.

La préservation d'une telle méthode d'analyse aurait pu conduire le mouvement socialiste à distinguer plus efficacement qu'il ne l'a fait le rôle des couches sociales pour qui la propriété de leurs outils de travail n'est qu'un complément à ce travail lui-même et dont le revenu est surtout fonction de ce travail — artisans, commerçants, paysans,

professions libérales — du rôle des couches sociales qui vivent exclusivement de l'exploitation du travail productif d'autrui effectué sur le capital dont elles sont propriétaires — bourgeoisie capitaliste industrielle et bancaire, propriétaires fonciers non exploitants. De la même manière, cette analyse aurait dû permettre une approche diversifiée de la notion de prolétariat.

Marx lui-même a varié sur ce point, tantôt le décrivant comme l'ensemble des salariés vendant leur force de travail, tantôt comme l'ensemble des travailleurs productifs assurant la marche de la production, ce qui revenait plus ou moins à le limiter aux seuls travailleurs qualifiés. Quand il parle de *Lumpenproletariat*, il donne tantôt l'impression de n'y inclure que les marginaux, les sans travail régulier, tantôt il semble y inclure les travailleurs sans qualification, jugés par lui abrutis, incultes et en majorité alcooliques. L'évolution de cette couche de travailleurs depuis un siècle aurait dû provoquer l'apparition d'analyses spécifiques de ses rapports avec celle des travailleurs qualifiés.

Enfin, le problème essentiel est posé par l'apparition des techniciens, ingénieurs et aujourd'hui des cadres, cette bourgeoisie salariée qui maintenant dirige effectivement le processus de production tout en n'exerçant plus de travail proprement manuel et en étant rémunérée pour une part à partir de la plus-value qu'elle crée indiscutablement, pour une autre part à partir de la redistribution de la plus-value globalement extorquée aux travailleurs. Ces couches sociales n'existant pas du temps de Marx, on ne peut lui faire grief de ne pas les avoir décrites. Mais un marxisme vivant aurait dû les reconnaître, les étudier avec moins de schématisme, s'interroger sur leurs rapports possibles avec les travailleurs restés liés à un travail manuel, comme sur l'apport spécifique d'une force de travail à dominante intellectuelle. Au lieu de quoi, après une longue période d'indifférence, on voit les différentes forces qui se prétendent marxistes en arriver soit à une condamnation pure et simple de toutes ces couches, à leur rejet dans les « oubliettes de l'histoire », au nom d'un ouvriérisme à déguisement scientifique, soit au contraire

— et c'est le cas du P.C. — à une démagogie peu scrupuleuse pour se les concilier à tout prix. La défense inconditionnelle de la hiérarchie des salaires (alors qu'en France l'ampleur de cette hiérarchie est très largement excessive) est un élément essentiel de cette dernière politique. Mais l'alliance ainsi esquissée entre ouvriers manuels et salariés à qualification plutôt intellectuelle n'a aucun sens à long terme. Elle prépare même de durs affrontements quand il faudra enfin entreprendre le resserrement de cet éventail hiérarchique trop ouvert.

Toujours est-il que cette simplification caricaturale de l'analyse a fait disparaître un problème : qu'est-ce vraiment que le prolétariat? A supposer qu'il puisse se débarrasser de la domination de la bourgeoisie, sous quelles conditions est-il capable de gouverner? En ne s'interrogeant pas suffisamment sur l'hétérogénéité de cette masse nommée prolétariat, sur les contradictions et les antagonismes qu'elle recèle, sur l'inégale aptitude de ses différentes couches à diriger effectivement les rouages de la production et de la société, le mouvement ouvrier marxiste

a en réalité fait l'impasse sur les difficultés qu'il allait rencontrer et cela par infidélité à la méthode même de l'analyse marxiste.

D'une part, en effet, si le prolétariat dans son ensemble et par définition est porteur de la société à venir, pourquoi s'interroger sur l'inégale aptitude de telle ou telle de ses couches à exercer effectivement le pouvoir? L'apparition — pour faire face à des fonctions de gestion d'autant plus lourdes qu'elles sont centralisées — d'une bureaucratie politique et administrative, comme d'une couche technocratique liée à la direction des entreprises, est incompatible avec un tel schéma. Point n'est alors besoin de se prémunir contre de tels risques.

D'autre part, si le prolétariat est effectivement homogène dans ses intérêts « objectifs », les divisions qu'il comporte, les doutes que peut exprimer telle ou telle de ses fractions ne sont que le résultat de la domination bourgeoise sous laquelle il a vécu et dont l'idéologie l'a marqué. Tout cela disparaîtra précisément parce que la contradiction sur laquelle s'appuyait cette domination bourgeoise — appropriation privée du capital

malgré le caractère social du travail — a disparu. Hésitations et controverses ne sont dès lors que des séquelles du passé, qui doivent s'estomper. C'est avec la meilleure conscience du monde que « le parti » se proclame l'avant-garde consciente du prolétariat et entreprend de le diriger, de l'encadrer, de noyauter systématiquement ses organisations de masse, pour les contrôler (notamment, les syndicats). Les résistances du prolétariat à ces processus sont interprétées comme les dernières traces des compromis qu'il a dû passer pour survivre sous le capitalisme, et non comme l'indice de contradictions parfaitement réelles. La méthode forte est légitime pour vaincre de telles résistances, et il n'y a pas lieu d'imaginer des mécanismes de pouvoir pour assurer la représentation de ces nombreuses catégories de travailleurs ou pour effectuer des arbitrages entre leurs différents intérêts puisque ceux-ci sont réputés convergents. C'est par souci d'efficacité à court terme dans la lutte militaire, que le parti bolchevique a petit à petit contrôlé, puis supprimé le pouvoir des soviets (conseils d'ouvriers, de

paysans et de soldats qui ont été les premières formes du pouvoir révolutionnaire en Russie soviétique). Cette suppression était, aux yeux des bolcheviques, un transfert fonctionnel d'autorité d'une forme d'organisation du prolétariat à une autre pour des raisons d'efficacité, mais absolument pas une amputation d'une des composantes essentielles de la démocratie : la capacité de délibération collective à travers une représentation respectueuse des différences était inutile puisque le prolétariat avait vocation à être homogène et les différences à s'estomper.

Un seul parti, le parti communiste yougoslave, éclairé sur les résultats de tels choix organisationnels par trois ans de relations étroites avec le Kominform a osé rompre avec cette tradition. A vrai dire, la rupture s'explique plus par une volonté d'indépendance nationale et par le refus de l'exploitation économique de la Yougoslavie par l'Union soviétique que par des désaccords théoriques. Mais, une fois la rupture faite, c'est l'honneur des communistes yougoslaves que d'avoir immédiatement reposé tous ces problèmes jusqu'alors négligés. Ils ont

donné vie, parce qu'il leur fallait retrouver un support populaire vrai, à des conseils d'autogestion, à des assemblées délibérantes distinctes du parti, à des organisations de masse diverses et autonomes. Ils ont ouvert la réflexion sur un des thèmes évoqués par Marx et Engels et jusqu'alors totalement absent des réflexions du mouvement communiste international : celui du dépérissement de l'État. Cela s'est traduit par un développement de l'autonomie des républiques à l'intérieur de la Fédération et par une limitation croissante des pouvoirs du parti, qui n'intervient guère dans les débats courants des assemblées représentatives yougoslaves. Ces assemblées sont le lieu de débats réels et ont des pouvoirs de décision parfaitement effectifs. On a vu des gouvernements de république tomber après avoir été mis en minorité, des parlements prendre des décisions contraires aux vœux des autorités centrales. La règle de la rotation des fonctions est appliquée de manière très absolue, sauf au seul président de la République actuel. Mais le cas yougoslave est unique, et l'on retrouve partout ailleurs dans le

monde socialiste un parti absolument omnipotent remplissant toutes les fonctions économiques et politiques qui devraient être dévolues au « prolétariat » tout entier.

Deuxième erreur : l'économisme

Une seconde erreur théorique a contribué à orienter les sociétés socialistes dans ce sens néfaste. C'est également une simplification excessive, qui vise cette fois les rapports dialectiques existant entre les différents niveaux où se situent les divers aspects de la vie sociale : les niveaux économique, politique et idéologique. On me pardonnera d'entreprendre ici un long détour pédagogique ; pour faire bien comprendre en quoi consiste cette deuxième erreur qui a laissé place au développement de pouvoirs totalitaires, il est nécessaire de revenir assez longuement sur la méthode d'analyse marxiste. C'est seulement ensuite qu'apparaîtra nettement la cause de son mauvais usage.

Il y a dans l'œuvre de Marx et d'Engels trois aspects fort mêlés, mais tout de même

distincts : un travail de polémique politique et journalistique, une analyse des lois de développement du capitalisme, et une réflexion philosophico-historique plus générale d'où est sorti tout un ensemble de concepts éclairant l'histoire des sociétés et les conditions de leur évolution.

Par une déformation somme toute compréhensible, mais qui aujourd'hui conduit à des impasses, la pratique du mouvement marxiste international, et surtout en fait celle du mouvement communiste international, a quelque peu négligé l'emploi des concepts les plus généraux résultant de la réflexion philosophico-historique et surestimé les analyses du capitalisme à ses débuts. Cela est d'autant plus explicable que malgré une vie relativement longue et fort laborieuse, Marx n'a pas achevé son œuvre et n'a pas exploré de manière également systématique les différents concepts centraux autour desquels s'organise sa méthode de lecture de l'histoire : le matérialisme historique.

Je n'aborderai pas ici de problèmes proprement philosophiques. La dialectique de la nature n'est pas dans l'œuvre de Marx

et d'Engels la partie la mieux fondée scientifiquement. Jacques Monod s'en est amusé, dans *Le Hasard et la Nécessité* en quelques paragraphes ironiques qui ne sont d'ailleurs pas d'un très grand scrupule par rapport à l'ensemble de l'œuvre discutée. Mais je ne crois pas utile d'entrer dans cette controverse, d'abord parce que bien des théoriciens marxistes sérieux formulent des critiques analogues pour une part à celles de Monod, ensuite parce que le présent ouvrage ne poursuit en aucune manière un but de recherche philosophique ou théorique — c'est une réflexion empirique de militant à partir de l'action et pour conduire à l'action — enfin et surtout parce que, distinct du matérialisme dialectique, le matérialisme historique est une méthodologie de l'analyse des sociétés humaines qui a sa cohérence en elle-même et présente un certain caractère opératoire par rapport à l'histoire qui est son objet.

Les sociétés humaines sont complexes. Pour les étudier, Marx s'est servi, avant la lettre, de la méthode des modèles. Il a isolé un modèle antique, un modèle dit « asiatique » (ancien également : c'est un modèle villa-

geois), un modèle féodal, un modèle bourgeois ou capitaliste. Il a évoqué, sans vraiment le définir, un futur modèle socialiste.

Dans la terminologie marxiste, ces modèles portent un nom : ce sont des « modes de production ». Chaque société donnée, à un moment donné de son histoire, porte la trace des modes de production successifs qui l'ont marquée — chacun d'ailleurs ayant connu des variantes en fonction des circonstances géographiques et historiques particulières à chaque société. On convient d'appeler « formation sociale » chaque objet d'étude délimité dans l'espace et dans le temps, ainsi l'Angleterre de la première moitié du XIX^e siècle, ou la France des années 1970.

Dans la formation sociale française actuelle, toutes les traces de la féodalité sont loin d'avoir disparu : on connaît des zones rurales complètes où la tenure des terres, les rapports des villages et du bourg, l'autorité presque dynastique des familles influentes, et même les rapports entre les propriétaires fonciers et ceux que la loi appelle des fermiers alors que, dans ces régions, ils ne sont pas si loin du servage, sont restés

presque inchangés depuis l'Ancien Régime, la Révolution de 1789 s'étant déroulée bien loin de tout cela. A fortiori, les formes élémentaires du capitalisme débutant — artisanat, commerce indépendant, petites entreprises — subsistent-elles en grand nombre, encouragées parfois par certaines protections légales, alors que le mode de production a poursuivi son évolution et qu'il s'appuie aujourd'hui pour l'essentiel sur de très grandes entreprises internationales à technologie moderne et forte concentration. Mais la vie de la formation sociale est marquée par les différentes strates qu'elle comporte et qui correspondent aux phases successives des modes de production qui s'y sont eux-mêmes succédé.

La formation sociale est donc un ensemble fort complexe, dont les lois d'évolution sont difficiles à démêler. On y parviendra grâce à la schématisation du modèle, véritable résumé des quelques lois fondamentales d'évolution, et d'elles seules, que comporte chaque mode de production. De même que physiciens et chimistes étudient certaines réactions « dans des conditions

constantes de température et de pression », alors qu'elles ne sont jamais totalement réalisées dans la nature, de même l'analyste de l'histoire dégagera les lois tendanciennes des contradictions que le jeu de ces lois rencontrera dans la réalité, en raison des marques laissées dans la société observée, comme dans les sociétés voisines, par des modes de production antérieurs ou par les phases de développement antérieures du mode de production présentement dominant. Ainsi, dans le mode de production capitaliste, les structures agraires léguées par la féodalité, comme la petite bourgeoisie commerciale et semi-industrielle léguée par le capitalisme à son début, peuvent être des freins efficaces au développement logique du mode de production lui-même. Mais pour y comprendre quelque chose, on y étudiera d'abord les lois de développement du mode de production lui-même, puis les contradictions qu'elles rencontrent dans la formation sociale en raison de l'histoire qui a été la sienne.

Qu'est alors un mode de production ? C'est la manière dont les hommes produisent les conditions nécessaires à leur subsistance en

maîtrisant la nature et en organisant entre eux les relations nécessaires à la persistance de cette production. Chaque mode de production se caractérise par deux aspects essentiels.

Le premier aspect concerne les forces productives à l'œuvre dans ce modèle. On entend par là la masse des individus capables de fournir un travail et son niveau moyen de savoir-faire ou de qualification, l'outillage (le capital) dont elle dispose, et enfin la science, c'est-à-dire la capacité de comprendre les phénomènes de la nature pour les utiliser. On notera tout de suite que les divers modes de production anciens étaient statiques dans une large mesure, à cause de la très grande permanence qui caractérisait les forces productives, alors que le mode de production capitaliste est essentiellement dynamique, la science venant à chaque instant bouleverser par ses progrès rapides la définition des outillages (capital) et du savoir-faire (travail) qui permettent la production. C'est pourquoi Marx considérait le mode de production capitaliste comme progressiste. Mais une société humaine ne se limite natu-

rellement pas à ses formes directes de conquête de la nature.

Le deuxième aspect qui caractérise un mode de production est donc fait de l'ensemble des relations (les marxistes disent : des rapports sociaux) établies entre les individus pour assurer la survie et la croissance du groupe, donc la permanence et la croissance de la production. Cette expression de rapports sociaux doit être prise dans son sens le plus large. Il ne s'agit pas seulement de rapports juridiques comme le salariat ou la citoyenneté, mais aussi de comportements, d'attitudes, de références culturelles. L'existence et l'acceptation d'une certaine hiérarchie, les rapports hommes-femmes, les comportements religieux font partie de ces rapports sociaux.

Ces relations se situent dans les trois domaines essentiels dont relève l'activité des hommes. Ces domaines, souvent appelés instances pour avoir une terminologie précise, sont l'économique, le politique et l'idéologique.

Un bref regard, dernier élément de ce détour explicatif avant d'aborder le fond du

problème, sur le mode de production féodal permettra de comprendre cet agencement des rapports sociaux entre les trois instances.

Sous la féodalité, la production est essentiellement agricole, complétée d'un peu d'artisanat pour transformer les ressources tirées de la terre et d'un peu de commerce pour les distribuer. Le progrès scientifique joue un rôle infime, les forces productives se composent pour l'essentiel du travail paysan et des outils de production. Ces outils sont négligeables pour ce qui est fait de main d'homme, mais le principal est la terre, moyen de production décisif dans une telle société. Le mode de production s'organisera donc autour du contrôle de la terre, avec le souci d'assurer la stabilité de ce contrôle.

La source de toute richesse était la terre, les rapports sociaux sont organisés, au stade de l'instance économique, pour en garantir la dévolution de manière aussi stable que possible. Le travailleur est lié à une terre qu'il ne peut quitter : c'est le servage. La terre elle-même est dévolue par hérédité, mais son statut n'est pas tout à fait celui de la propriété. Une série de rapports compliqués, les

liens de vassalité, relient toutes les familles terriennes — la noblesse — en une pyramide hiérarchique où chaque suzerain est réputé conférer à ses vassaux la jouissance de la terre.

A l'instance politique, apparaît le pouvoir de contrainte nécessaire pour maintenir le système en place. Le seigneur a droit de justice sur ses sujets, il a aussi les pouvoirs de police. Le roi de France, suzerain suprême, mènera une bataille séculaire pour centraliser ces pouvoirs.

A l'instance idéologique, se retrouvent les comportements et les formes culturelles nécessaires pour faire accepter, non plus par voie de contrainte mais par le consentement — on dit de plus en plus aujourd'hui : le consensus — l'ensemble des règles du système. La religion joue ici un rôle décisif en conférant un caractère sacré à l'anoblissement, qui est un des modes de dévolution des terres, au mariage qui en est un autre, et en déclarant le roi : « oint du Seigneur », ce qui authentifie ou légitime toute la pyramide de la fortune et du pouvoir.

Dans tout mode de production, c'est bien

sûr le niveau des forces productives qui en dernière analyse détermine les fondements de l'organisation sociale. Mais dans le court terme, l'exemple féodal montre que le verrouillage du système en position d'équilibre peut très bien ne pas se situer dans l'instance économique. Ici, c'est le fait religieux qui légitime le pouvoir et par là la maîtrise de la production. Voltaire, Diderot et les encyclopédistes avaient fort bien compris cela, qui ont entrepris de saper l'autorité de l'Église pour permettre que place soit faite dans la production comme dans le système de pouvoir à une nouvelle classe, la bourgeoisie, engendrée par le capitalisme naissant. Dans le mode de production antique au contraire, où l'esclavage fournissait la force productive essentielle, l'idéologique était seulement l'ensemble des normes et des comportements, y compris religieux, qui tendaient à limiter les déviations, mais le verrouillage était politique. La stabilité du système était assurée par la capacité de la couche des citoyens à prendre, sur l'*agora* ou le *forum*, les décisions collectives nécessaires à la bonne marche de la société.

Ces concepts et ces méthodes d'analyse étant rappelés, arrivons-en au capitalisme et aux insuffisances de la pratique sociale du mouvement ouvrier marxiste.

La caractéristique essentielle du mode de production capitaliste est l'apparition d'une nouvelle force productive : le capital. Lié à la découverte de techniques que permettent, d'une part, une production autre qu'agricole grâce à l'industrie et, d'autre part, une généralisation de la division du travail et de l'économie d'échange grâce à la banque, le capital est l'ensemble de l'outillage qui permet cette production moderne; il est aussi l'ensemble des éléments financiers qui sous des formes diverses permettent l'accumulation et la circulation du capital technique. Le travail reste une force productive essentielle (au point d'ailleurs que le capital technique n'est lui-même que du travail accumulé; mais seul le socialisme tirera un jour toutes les conséquences de cette proposition); il le faut mobile, déplaçable dans l'espace et dans la nature des qualifications, car les techniques de production se modifient vite.

Les rapports sociaux qui caractérisent le

capitalisme sont admirablement agencés pour concilier l'autorité toute-puissante du capital sur le travail et la grande mobilité de celui-ci. Ils ont été conçus par une classe, la bourgeoisie, c'est-à-dire la classe détentrice de la fortune industrielle et bancaire, éperdument optimiste quant à l'avenir dont elle était porteuse et à ses propres chances d'y imposer sa loi.

A l'instance économique, le rapport dominant est le salariat, contrat révocable entre le capitalisme employeur et le travailleur, qui est moins ici un humain qu'un simple apporteur de force de travail. Sans responsabilité générale et permanente quant à la sécurité et au bien-être de ses « sujets » comme celle qu'avait le seigneur vis-à-vis de ses serfs, le capitaliste embauche ou débauche selon les seuls besoins de sa production.

En tant que propriétaire des moyens de production, il a autorité totale sur la production, son organisation, et la discipline à imposer aux travailleurs.

A l'instance idéologique, la bourgeoisie a joué un jeu fort audacieux. Parfaitement consciente de l'autorité sans partage que lui

confie la possession du capital, elle a su se définir comme une classe ouverte : quiconque accumule du capital, et sans même qu'on regarde de trop près à la moralité dans l'acquisition des fortunes, a place dans la bourgeoisie. Que les meilleurs gagnent ! La course au profit est ouverte à tous ! On peut comparer ce comportement au sectarisme de bien des courants du mouvement ouvrier marxiste qui passent leur temps à définir par exclusion la « classe révolutionnaire » à laquelle ne sauraient appartenir ni des paysans, ni des ingénieurs, ni des fonctionnaires, parce que leur situation d'exploités n'est pas assez nette ! Mais passons, notre actuel propos n'est pas là.

Mieux : la bourgeoisie a su déguiser son appétit de puissance et de profit dans une idéologie d'apparence extrêmement généreuse. Les innombrables documents de principe : *Bill of rights* (Déclaration d'Indépendance américaine), et surtout Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le slogan « Liberté, Égalité, Fraternité », caractérisent admirablement cette idéologie. L'objectif essentiel de la bourgeoisie était d'en finir

avec la tenure féodale des terres (élément de capital important pour le capitalisme débutant) et avec la réglementation rigide de l'activité non agricole à travers les corporations. Sa revendication de liberté était là. L'escroquerie intellectuelle magnifique consiste à déguiser en liberté pour tous la liberté d'entreprise qui n'est que la liberté des puissants d'exploiter les autres. Mais le mythe de l'apparence libérale tient toujours. Il faut bien dire qu'il a été renforcé par la redoutable expérience stalinienne.

Forte (au moins à ses débuts) d'un assez large consensus, la bourgeoisie a pu organiser, à l'instance politique, des rapports originaux. Alors que dans les modes de production antique et féodal, les classes dominées (esclaves, serfs) étaient soigneusement tenues à l'écart de toute participation à l'autorité, la bourgeoisie s'est sentie assez sûre d'elle pour organiser des rapports politiques dont l'apparence est celle de la participation de tous aux décisions : suffrage étendu (d'abord censitaire, puis universel), organisation de l'État sur une base représentative, création des parlements, publicité des débats sur les choix fondamentaux.

Naturellement, l'idéologie libérale (concurrency, individualisme, liberté d'entreprise, compétition, légitimation morale du profit, etc.) joue un grand rôle pour étayer le dispositif. Mais cette idéologie ne garde tout son sens que si elle reste précisément libérale, donc tolérante. Les capitalistes les plus éclairés savent que le fascisme n'est pas le meilleur moyen de développer rapidement les forces productives au niveau international, mais qu'il est seulement un moyen de canaliser une pression sociale devenue trop forte. L'idéologie ne peut donc conserver son rôle de porteuse du consensus au système que si elle reste relativement ouverte. Elle ne peut donc assurer vraiment le contrôle complet — ce que j'ai appelé plus haut : le verrouillage.

Dans le mode de production capitaliste, cette fonction incombe à l'instance économique. Et cela se fait de multiples manières. Les décisions du politique concernant largement l'économique, le capital est de taille, par la masse des intérêts concernés, à peser sur les décisions. Les groupes de pression sont une réalité du capitalisme dans toutes

ses variantes historiques et géographiques. Le financement des campagnes électorales est un autre moyen d'intervention puissant, de même que le mélange des intérêts entre fonctions économiques et fonctions politiques. Enfin, le capital n'a jamais omis de contrôler lui-même la diffusion de la culture, à travers le contrôle des grands moyens d'information, de l'essentiel de l'édition, et aujourd'hui sa pression ouverte sur l'appareil scolaire public lui-même.

En distinguant ces différents niveaux d'analyse, en situant le jeu complexe des rapports sociaux par rapport aux instances où ils se situent, Marx et Engels ont en général pris soin de souligner l'autonomie relative de chacune de ces instances. Même s'il est en dernière analyse l'expression des intérêts de la bourgeoisie et du capital, le pouvoir politique n'est pas pour autant sous la dépendance directe et quotidienne du groupe capitaliste le plus influent. Même si la production idéologique de masse sert de ciment au système, elle n'en a pas moins ses lois propres d'évolution, qui peuvent comporter une certaine distance par rapport à l'intérêt

matériel immédiat de la bourgeoisie. Cette autonomie relative des différentes instances a pour résultat que les conflits qui se déroulent au niveau de l'une d'elles ne se traduisent pas automatiquement au niveau des autres. On l'a bien vu en Mai 1968 : la déflagration la plus forte s'était produite à l'instance idéologique. La classe ouvrière en avait profité pour ouvrir la lutte sur le front économique : neuf à dix millions de grévistes, la France n'avait jamais vu cela. Mais à aucun moment le conflit n'a été transporté autrement qu'en paroles sur le plan directement politique, c'est-à-dire en interférence avec l'exercice du pouvoir en place. Le parti communiste a, bien entendu, tout fait pour éviter que ce passage au politique ne se fasse; mais la vérité est que ni le mouvement étudiant ni le mouvement gréviste n'ont fait pour leur compte ce passage au politique. De Gaulle n'eut qu'à attendre...

Dans ces conditions, il est essentiel pour les forces du mouvement ouvrier marxiste de savoir faire, dans chaque situation concrète, l'analyse distincte de ce qui se passe à chacune des instances, de reconnaître les exi-

gences spécifiques du combat sur chacun de ces fronts, d'en déterminer les interférences éventuelles pour savoir en jouer.

Et voici la difficulté centrale. Ayant dégagé cet ensemble d'outils d'analyse, présenté de manière empirique dans diverses œuvres philosophiques ou historiques, Marx décida de pousser beaucoup plus avant la réflexion en matière économique. Et c'est l'immense travail que représente *Le Capital*. De là viennent tous ces concepts essentiels que sont la distinction entre produit et marchandise, la valeur d'usage, la valeur d'échange, la notion de valeur-travail, etc. De là vient aussi l'analyse fouillée de l'exploitation. Mais dans tout ce travail, le politique et l'idéologique n'apparaissent que par incidence. Marx est mort trop tôt pour avoir eu le temps de produire les concepts nécessaires à une analyse autonome des phénomènes liés au pouvoir ou des phénomènes liés à l'idéologie ou à la culture. Eût-il vécu plus longtemps d'ailleurs, l'état d'avancement des sciences humaines à son époque ne laisse pas présumer qu'il aurait pu produire un ensemble de concepts aussi riche dans ces domaines qu'en matière économique.

L'affirmation centrale, résumée dans le modèle simplifié que constitue chaque mode de production, selon laquelle le pouvoir politique est exercé par la classe dominante pour parfaire l'organisation et le développement de la production dans le sens conforme à ses intérêts et à la consolidation de sa puissance, est un point de départ essentiel de toute analyse historique. Mais elle laisse inexplorés tous les problèmes posés par l'existence et l'exercice du pouvoir. Les phénomènes de domination, de dépendance, d'autorité, de consensus, de légitimité sont consubstantiels à l'exercice de tout pouvoir. Ils sont les éléments dominants qui régissent l'autonomie relative de l'instance politique par rapport aux instances économique et idéologique; mais ils sont, dans le discours comme dans la pratique sociale du mouvement ouvrier marxiste, totalement négligés. Il en va de même des apparences à travers lesquelles ces phénomènes sont canalisés, plus ou moins régularisés par la société : les règles constitutionnelles de dévolution et de contrôle du pouvoir.

Il y a, dans le discours marxiste, place pour

l'étude précise de ces problèmes, en parfaite continuité avec l'analyse de classes qui soutend toute lecture de l'histoire. Mais cette étude n'a pas été faite. Elle a simplement été esquissée en pratique dans les travaux historiques et journalistiques de Marx, mais jamais systématisés. Dès lors, on assiste à d'étranges confusions.

La fuite devant la réalité historique présente

Première confusion : l'omission complète des phénomènes propres du pouvoir, de leur autonomie relative, et notamment de l'inertie par rapport aux évolutions économiques et sociales, se traduit par un raisonnement politique, et de là par une pratique beaucoup plus centrée sur le mode de production — abstraction schématisée — que sur la formation sociale — réalité concrète.

Le mode de production capitaliste est né avec les techniques industrielles et bancaires. Il a pour caractère dominant la tendance

permanente à la reproduction, à l'accumulation, à la concentration du capital. Il a pour acteurs principaux les détenteurs du capital, et en face d'eux les travailleurs producteurs de plus-value. Ces deux classes sociales sont seules à être novatrices, à faire évoluer le système. C'est leur antagonisme irréductible qui emportera le système. Tout le reste : agriculture traditionnelle, artisanat, petit commerce, petite industrie, professions libérales sont des legs de modes de production précédents ou des phases anciennes du capitalisme. Telle est l'analyse marxiste dans sa sécheresse. Elle est exacte; mieux qu'exacte : opératoire, si l'on veut s'interroger sur le mode de production lui-même, l'évolution des forces productives et les effets que cette évolution imprimera aux rapports sociaux. Mais quand, en courte période, on entend intervenir politiquement sur une situation, on est peu aidé par ces lois tendancielles à évolution lente. La situation concrète, elle, est faite de tout le bric-à-brac historique accumulé dans la formation sociale. S'il est vrai qu'il y a là peu de novation à attendre de l'agriculture traditionnelle ou du petit commerce, il est

tout aussi vrai que ces couches sociales anciennes interviennent au niveau politique, qu'elles ont des relations durables, souvent institutionnalisées, avec le pouvoir. Des clientèles, des organismes de défense corporative, des intérêts rassemblés au sein d'organismes économiques de type coopératif ou mutualiste, des réseaux d'influence, des groupes de pression, des porte-parole insérés dans le circuit de la notoriété politique, tout cela constitue l'intervention sur l'instance politique de ces groupes sociaux qui ne sont pas des classes sociales si l'instrument d'observation est le mode de production — car elles sont des couches déclinantes — mais qui sont bel et bien des classes sociales si l'instrument d'observation est la formation sociale.

L'absence de regard spécifique sur les problèmes du pouvoir et de son ossature en tant que tels permet de fuir la complexité de ce pouvoir et par conséquent la complexité des luttes à mener contre lui, pour s'en tenir aux simplifications commodes du mode de production traité non comme un outil d'analyse mais comme le résumé de la situation

sociale concrète — ce qu'il n'est en aucun cas. Dès lors, toutes les simplifications abusives sont possibles. Je me contenterai d'exemples français.

Pour le parti communiste français, l'État est aujourd'hui un pouvoir politique au service exclusif des monopoles, expression du capitalisme monopoliste d'État. Cette vision ultra-simplifiée est à l'origine de la théorie de la démocratie avancée et de la stratégie, comme du contenu, du programme commun. Il est amusant de noter qu'elle est profondément erronée du point de vue de l'économie marxiste. Pour Marx, et surtout pour Lénine, le capitaliste monopoliste d'État est la phase du capitalisme qui intervient lorsque la diffusion des techniques industrielles a atteint un point tel que la productivité du capital est la même dans quelque branche qu'elle s'investisse (agriculture, mines, industries de transformation, services); il n'y a par conséquent plus de mobilité du capital puisqu'il n'est plus appelé spontanément par les perspectives de profit à se déplacer d'une branche à une autre. Seule l'intervention de l'État peut éviter la rigidité complète de tout

l'appareil de production en provoquant des transferts autoritaires de capital d'une branche à une autre. Tel est le capitalisme monopoliste d'État. On voit qu'on en est encore loin, en France surtout!

Mais l'essentiel pour mon propos n'est pas là. L'essentiel est que cette conception du capitalisme monopoliste d'État travestit totalement la réalité actuelle. Cette réalité est faite d'États nationaux qui ne maîtrisent plus du tout les monopoles, en raison de la dimension multinationale de ces derniers, et ont de ce fait des difficultés croissantes à imposer à la société des arbitrages économiques ou politiques, dont les forces économiques dominantes que sont les grands groupes financiers internationaux se soucient comme d'une guigne. Il n'est que de suivre, pour en juger, les péripéties de la crise monétaire internationale ou les politiques de Sisyphe que mènent les différents gouvernements nationaux dans leur lutte sans espoir contre l'inflation. L'origine de cette analyse fautive est une sous-estimation des mécanismes et des sources du pouvoir, supposés réduits à un sommaire schéma d'affrontements de

classes directs, les classes elles-mêmes étant réduites à un groupe de monopoleurs seul maître de l'État, et à une coalition hétéroclite des couches antimonopolistes où le petit patron côtoie son ouvrier et le propriétaire foncier son fermier! Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, sauf les monopoleurs.

L'absence totale de toute réflexion théorique au sein du parti socialiste l'a laissé absolument sans défense devant ces monstruosités théoriques lors de l'élaboration du programme commun. Toute son intervention paraît s'être limitée au raboutage de quelques aspérités électoralement dangereuses, comme la longueur de la liste des nationalisations. Mais il a avalé sans hoquet la théorie des monopoles et l'essentiel des fondements de la démocratie avancée.

Curieusement, les révolutionnaires pourtant peu suspects de déviation dans un sens favorable au P.C.F. font souvent des erreurs de même nature. La théorie du capitalisme monopoliste d'État est parfois reprise, et surtout la simplification des composantes du pouvoir est un trait constant de leurs analy-

ses. Le résultat est que certains d'entre eux oscillent entre un activisme social qui se réduit à du syndicalisme d'extrême gauche et un prophétisme idéologique chaleureux mais impuissant. Ils se situent de ce fait hors du champ politique, faute d'avoir reconnu l'autonomie relative de ce champ.

L'émergence mythique du pouvoir prolétarien

Deuxième confusion : s'il n'y a pas d'autonomie relative de l'instance politique, il n'y a pas de solution de continuité entre la disparition du pouvoir de la classe dominante par disparition de cette classe elle-même dans le processus révolutionnaire, et l'émergence du pouvoir de la classe dominée, le prolétariat, puisqu'il est devenu dominant dans le rapport de forces. A la différence de la précédente qui compromettrait surtout la pratique des organisations marxistes tant qu'elles sont dans l'opposition, cette deuxième confusion est à la source des déviations autoritaires du pou-

voir dans les États socialistes. Parce qu'il a été abattu, le plus souvent de manière militaire, le pouvoir précédent (plus proche de la féodalité que de la bourgeoisie en Russie, en Chine, en Yougoslavie et à Cuba) est censé laisser place au pouvoir du prolétariat. On a déjà vu précédemment l'erreur qui consiste à supposer ce prolétariat homogène ou même capable d'homogénéité. Je suis occupé ici d'une seconde erreur : celle qui consiste à supposer que dès l'instant que le pouvoir de la bourgeoisie est abattu, l'émergence d'un pouvoir du prolétariat va de soi.

Or, l'existence d'un pouvoir ne va jamais de soi. Même dans une classe sociale homogène, le consentement collectif à l'exercice d'une autorité, les règles de fonctionnement et de contrôle de cette autorité, le fait que les mécanismes du pouvoir sont suffisamment acceptés pour canaliser en une pyramide cohérente de responsabilités l'ensemble des appétits personnels de notoriété et d'influence en même temps que les talents, tout cela ne s'improvise pas. Cela se crée lentement, au milieu d'innombrables conflits. La confiance ne se collecte pas sans peine; elle s'exprime

à travers un langage commun, une capacité à représenter effectivement ceux de qui l'on tient mandat. Ce langage commun, cette capacité exigent du temps pour se développer, même si la période chaude que représente la prise du pouvoir peut se traduire par une formidable accélération.

Le problème est encore plus complexe s'il s'agit d'un ensemble aussi disparate et hétérogène, géographiquement et socialement, que le « prolétariat ». Le « pouvoir du prolétariat » suppose une capacité d'expression et de représentation dans chaque cellule du corps social, avec relation entre les structures liées à la production et les structures liées à l'organisation territoriale de la société, des moyens d'arbitrage entre ces représentations souvent contradictoires, et des mécanismes de délégation du bas vers le haut pour les décisions importantes. La reconnaissance de l'autorité, l'acceptation des formes de la discipline collective nécessaires à l'exécution des décisions, tout cela ne peut que se forger lentement et durement. La disparition du pouvoir d'une autre classe — la bourgeoisie — la victoire de la coalition appelée prolétariat

sur le plan économique et social, ou même sa victoire politique, ne peuvent aucunement en tenir lieu.

Il est dès lors compréhensible que, lorsque les forces socialistes deviennent soudainement maîtresses du pouvoir d'État, le temps considérable nécessaire à la naissance et au développement de ces structures du pouvoir du prolétariat laisse un vide. Du coup, faute d'avoir réfléchi aux mécanismes institutionnels à mettre en place, d'avoir prévu leur rôle et les conditions de leur rodage, la tentation est immense de suppléer à leur absence en étendant à la société l'autorité de la seule organisation existante, celle de la force, le plus souvent un parti politique, qui vient de remporter la victoire politique ou militaire, et vient de démontrer par là sa puissance et son efficacité. Comme elle est elle-même très centralisée, elle diffuse son autoritarisme sur la société tout entière sans aucun contre-poids. Non seulement le nouveau pouvoir : celui des conseils de gestion, des producteurs, ne peut pas apparaître, mais le seul pouvoir préexistant qui aurait pu contribuer à un certain équilibre, celui des syndicats, se

trouve également détruit parce que confiné à l'économique. Il est essentiel que le mouvement syndical entreprenne aujourd'hui, sans renoncer à son rôle principal qui est de contestation et non d'exercice du pouvoir, de réfléchir à l'émergence et aux formes d'un pouvoir politico-économique émanant des différentes couches sociales de travailleurs qu'il représente.

*Confusion de la lutte politique et
de la lutte économique*

La troisième confusion — toujours conséquence de cette omission de l'instance politique — est l'identification très généralement faite par le mouvement ouvrier marxiste entre lutte économique et lutte politique. L'intervention directe dans les conflits de classes, lutte économique, étant seulement déguisée en lutte politique par le jargon idéologique et propagandiste dont cette intervention est entourée. La seule coïncidence

réelle entre lutte politique et lutte économique est la guerre. De là vient d'ailleurs l'extraordinaire force du mythe de l'insurrection armée chez certains militants révolutionnaires, qui se gardent bien lorsqu'ils reprennent cette antienne de l'associer à une quelconque étude des rapports de force réels.

Mais hors le cas de la guerre, le mouvement ouvrier marxiste s'est révélé incapable de développer une stratégie de nature proprement politique, de passer des compromis pour refaire ses forces et changer de terrain de bataille, par exemple de transformer des institutions en contre-pouvoirs, d'utiliser certaines réformes non seulement comme des « avantages sociaux », mais comme des moyens de déséquilibrer le système, etc., bref de mener bataille sur le champ spécifiquement politique avec des moyens politiques concernant le système de pouvoir en place. Cette impuissance à concevoir une stratégie politique (et pas seulement économique ou militaire) se traduit par bien des signes.

Le plus persistant, le plus visible, est le fait qu'en un bon siècle le débat sur l'« électoralisme » ou plus exactement sur la participa-

tion aux élections et son sens n'a jamais été correctement réglé. Il reste ouvert en permanence, avec de part et d'autre des arguments inchangés. L'autorité intellectuelle — ou bureaucratique — d'un leader ou d'une direction fait, en général, accepter de livrer bataille politique sur le terrain où elle se présente. Lénine, notamment, a eu fort à faire sur ce point. Mais rien n'est définitif, et l'on voit réapparaître régulièrement, par strates successives, de jeunes générations de militants qui se veulent fidèles au combat du mouvement ouvrier marxiste et qui n'ont pour toute stratégie qu'une vision de la lutte économique conduite jusqu'à la guérilla sociale, un rêve lointain d'insurrection armée, et une crainte panique de s'engager sur le terrain de la lutte politique dont ils suppriment inconsciemment l'existence même : « Élections = Trahison. » Ainsi s'explique l'impuissance de la gauche ouvrière italienne à traduire politiquement ses victoires importantes de « l'Automne chaud » sur le plan social. Ainsi s'explique l'impuissance totale du mouvement estudiantin français à la fin de Mai 1968 et depuis.

Ainsi s'explique la disparition politique de l'ancienne « opposition extra-parlementaire » allemande, de même que l'autodestruction collective de l'ultra-gauche japonaise.

A l'inverse de ce qui se passe spontanément chez les jeunes générations qui trouvent dans le marxisme le support de leur messianisme, l'insuffisance de conceptualisation distincte du champ politique se traduit, chez les grands partis que leur taille contraint à y intervenir, par l'acceptation pure et simple de toutes les règles du jeu fixées par l'adversaire. Il n'y a pas vraiment lutte politique liée à la lutte d'ensemble pour la transformation révolutionnaire de la société, mais utilisation sans perspective du champ politique dans le but exclusif d'assurer le développement de l'organisation — à l'occasion l'appétit de carrière de ses dirigeants. Ainsi la social-démocratie, marxiste à l'origine aussi bien en Allemagne qu'en France, a cessé de l'être, car sa pratique électorale sans aucune perspective autre que la conquête des mandats l'a amenée à cesser de défendre un projet socialiste véritable.

Les partis communistes pour leur part —

et l'image du français est à cet égard la plus typique et la plus achevée — ont gardé au contraire une rigidité « doctrinale » qui les a amenés à conserver l'essentiel du langage de la tradition marxiste. Ils n'ont pas plus de stratégie politique pour autant. Ce qui en tient lieu au P.C.F. est la recherche d'une progression électorale régulière qui permette un jour d'occuper le pouvoir, sans avoir tenté le moins du monde jusque-là d'en faire éclater les contradictions, de faire jouer certains de ses éléments contre les autres, d'utiliser telle position de force à l'école ou dans une municipalité, par exemple, pour ouvrir des conflits réels, changer le sens de l'institution et la mettre en porte à faux par rapport au reste de l'appareil d'État. Cette orientation se traduit par une active politique d'alliances, à laquelle a succombé un parti socialiste qui n'avait pas plus d'idées sur une stratégie politique active, mais aussi par un respect quasiment scrupuleux des règles de la vie politique fixées par le pouvoir. N'étaient ses propres faiblesses et sa cohorte de scandales, le pouvoir actuel n'aurait guère de raisons d'avoir peur.

Un exemple caricatural de cette attitude fut donné en décembre 1970 lors de la discussion du P.S.U. et du P.C.F. en vue des élections municipales de mars 1971. Le P.S.U. arrivait à cette négociation avec des objectifs portant sur quatre points essentiels :

- La limitation de l'alliance à droite. Le P.C.F. voulait l'alliance avec les radicaux — nous pas, sachant bien que les intérêts qu'ils représentent sont ceux qui font toujours échouer les efforts des forces socialistes pour faire passer par la voie électorale quelques-uns de leurs objectifs. Il faut se souvenir du Front populaire, de l'échec de Mendès France au parti radical, et de tout le reste.

- L'exigence de la démocratie au sein du conseil municipal, le refus des décisions préfabriquées, le caractère public des décisions et des conflits. Sur ce point, malgré une pratique souvent contraire du P.C.F., les deux délégations n'eurent pas de mal à se mettre d'accord sur le papier.

- Une politique d'association active de la population et de ses différentes associations, culturelles, sportives, de jeunesse, etc., à la vie commune et à la gestion collective de ses

équipements. Sur ce point, le P.C.F. émettait un refus très net, tempéré seulement par la prudence électorale : il s'agit d'un thème populaire. Mais il s'agit aussi de changer le contenu de la démocratie, de la rendre effective, moins impersonnelle, plus directe, et de placer les partis sous le contrôle effectif de la population. Très dangereux, cela. Ce pourrait être annonciateur d'un type de pouvoir tendant à l'autogestion, et non à la centralisation. La divergence que nous avons sur les modèles de référence s'ajoutait au refus du P.C.F. d'avoir une véritable stratégie politique de transformation de la nature du pouvoir.

— Enfin notre quatrième objectif tendait à ce que des municipalités conduites par le P.C. et le P.S.U. se situent nettement dans la lutte des classes. En cas de grève sur leur territoire, l'appui politique public, l'aide financière aux grévistes, la fourniture de locaux de réunions et de moyens d'impression, l'appel à la population pour le soutien financier, et l'élargissement de la solidarité font partie des obligations d'élus locaux pour qui le socialisme n'est pas un vain mot, comme l'ont

d'ailleurs montré ensuite, à peu près seuls en France, les élus municipaux P.S.U. de Saint-Brieuc lors de la grève du *Joint français*, de Morlaix, lors d'une provocation stupide de la police à l'égard des commerçants, et de Grenoble à diverses reprises. A cet égard, le refus du P.C.F. fut extrêmement net. Il nous fut répondu (ce qui pour des marxistes est au moins surprenant) qu'il fallait séparer nettement la lutte économique et la lutte politique — alors qu'elles interfèrent constamment, même si elles sont distinctes et que le rôle principal des municipalités était de gérer et non de mener la lutte politique ce qui est l'affaire du Parlement : c'est une stratégie électorale, mais non une stratégie politique.

L'histoire vaut d'être contée complètement. Une négociation tenacement poursuivie pendant deux mois et demi nous a permis de parvenir à un accord avec le P.C.F. Des rédactions prudentes formaient un compromis qui à vrai dire n'allait pas très loin, mais sauvegardait l'essentiel des quelques principes auxquels nous tenions. Pour la première fois dans son histoire, le bureau politique du

P.C.F. a désavoué sa délégation, et l'accord fut rompu : il ouvrait tout de même la voie à une utilisation des élections qui s'inscrivait dans une stratégie politique de transformation des formes du pouvoir — et cela était inadmissible pour le P.C.F.

Cette difficulté du mouvement ouvrier marxiste à distinguer clairement la lutte politique de la lutte économique, quitte à les mieux articuler ensuite, est aggravée par le moralisme intransigeant qui vient vicier toute réflexion et que j'ai évoqué dans le chapitre 2. La relation des forces socialistes avec n'importe quelle institution existante, électorale générale ou professionnelle, paritaire, consultative, coopérative ou mutualiste, est rarement abordée sans que soit posée la question de savoir s'il n'y a pas risque de « donner caution » au régime — alors qu'il n'a naturellement besoin de nulle caution pour exister! — si les représentants des forces socialistes ne vont pas se laisser « intégrer » — alors que la seule question qui se pose dans ce domaine est de savoir si les rapports de force et la combativité populaire sur lesquels ils s'appuient, ainsi que la

nature de l'institution, permettront ou non à ces représentants des forces socialistes de remporter des succès partiels sur le nouveau champ de bataille où ils sont délégués.

Il est logique que ces deux grandes erreurs de la pratique sociale du mouvement ouvrier marxiste, la simplification excessive de la notion de prolétariat, et la référence presque exclusive à l'instance économique avec les trois confusions qui en découlent, erreurs qui apparaissent dans l'expérience des États socialistes, conduisent à des réflexions qui visent la pratique de l'ensemble des forces et des partis — qu'ils soient au pouvoir ou qu'ils soient dans l'opposition. Ces deux erreurs tiennent en effet au caractère incomplet de l'outillage théorique dont nous disposons, et à la marque que cela laisse dans la formation des militants ainsi que dans la conduite des organisations, marque que l'on retrouve nécessairement aggravée après le passage au pouvoir.

*Troisième erreur :
l'imprévoyance sur la société à créer*

La troisième erreur qu'il faut incriminer est d'une autre nature : elle vise l'insuffisance de préparation théorique aux problèmes qui se posent immédiatement après la prise du pouvoir.

Une société de nature socialiste ne naîtra évidemment pas soudainement, au beau matin d'une nuit très rouge, débarrassée des injustices, des violences, de la hiérarchie, du système de valeurs, et du modèle de consommation de la société capitaliste. Tout le monde est d'accord là-dessus ! Par conséquent, il faut s'attendre à une longue période pendant laquelle le pouvoir politique, tenu par des représentants des forces socialistes, mais héritier de l'appareil d'État ancien façonné par la bourgeoisie, voire par la féodalité (cas des bolcheviques succédant aux tsars), aura pour but non seulement de transformer la nature de cet État, mais de transformer aussi l'organisation sociale et le système de valeurs de la société tout entière. Dans la terminologie marxiste, cette période

porte un nom : c'est la période de transition.

Or il est frappant de voir à quel point les problèmes susceptibles de se poser au cours de la période de transition ont été peu envisagés, peu examinés ou étudiés. Ils sont cependant d'autant plus complexes que l'objectif du pouvoir socialiste comporte une contradiction : il lui faut engager la transformation radicale de la société, de ses structures et de ses valeurs, tout en préservant la confiance que les travailleurs placent en lui — ce qui exige qu'il satisfasse leurs besoins, et d'abord ceux de consommation, tels qu'ils s'expriment à travers les habitudes et les comportements hérités de la société précédente, façonnés selon le modèle capitaliste.

Il n'y a pas de manière évidente de se sortir de cette contradiction. En tout cas, l'intuition au jour le jour n'y suffit pas. Il y faut une stratégie bien arrêtée, jouant systématiquement de l'interférence entre l'économique, le politique et l'idéologique, s'appuyant sur un résultat acquis au niveau de l'une de ces instances pour remettre en question ce qui subsiste de la société ancienne dans les autres.

Sur le plan politique

En ce qui concerne l'instance politique, on a vu précédemment (deuxième erreur dans la mise en œuvre de l'analyse marxiste, entraînant notamment la confusion entre la disparition du pouvoir bourgeois et l'émergence jugée automatique du pouvoir du prolétariat) la raison fondamentale pour laquelle le mouvement ouvrier marxiste s'est révélé incapable de jeter les bases d'un pouvoir véritablement populaire et de réaliser autre chose que l'extension à toute la société du pouvoir tel qu'il est établi au sein du parti victorieux. On retrouve ici la conséquence logique de ce travers : rien, jamais, n'a été prévu, préparé, organisé pour donner corps à ce pouvoir, pour imaginer, puis bâtir les structures politiques de la société dite « prolétarienne ou socialiste ». Les conseils, appelés là-bas les soviets, furent une réalité spontanée de la révolution « soviétique », mais les théoriciens bolcheviques, malgré quelques intuitions tardives (notamment chez Lénine), n'ont jamais vraiment défini leur place comme centrale dans l'édification de la

société à venir. Bien au contraire, ils n'ont eu de cesse qu'ils ne les aient sous leur contrôle, et les ont ensuite vidés de tout contenu et de tout pouvoir.

L'intuition constitutionnelle des dirigeants révolutionnaires s'est alors le plus souvent limitée à une conciliation entre le pouvoir du parti et le fonctionnement de l'appareil d'État hérité du régime précédent, mais rarement démantelé totalement. Seule la Yougoslavie a fait une tentative réelle dans ce domaine, les difficultés qu'elle rencontre se situant davantage au niveau de l'instance économique (pas de planification) et de l'instance idéologique (pas de mise en cause du modèle de consommation capitaliste) qu'au niveau de l'instance politique elle-même. Mais naturellement ces difficultés se paient en termes politiques, comme le montrent les douteux procès récents.

La Chine paraît aussi avoir eu une vue plus claire de ce problème que les autres républiques socialistes. Mais il faudra juger dans quelques années de ce qui subsistera de la révolution culturelle.

Partout ailleurs, entre le parti et l'État,

ce tiers encombrant qu'est le peuple ou le prolétariat a vu disparaître toute prérogative, toute représentation, toute possibilité d'expression. Comme il était, des trois, le moins organisé, le moins préparé à faire vivre des organes de représentation qui lui soient propres, c'est à lui qu'auraient dû aller tous les soins et toutes les préoccupations des dirigeants révolutionnaires. C'est pour cette raison que dès à présent le Parti Socialiste Unifié insiste beaucoup sur le rôle essentiel de toutes les formes décentralisées de démocratie déjà reconnues, comme la vie municipale ou l'organisation syndicale, ou encore à imposer comme les comités de quartier, les assemblées de résidents, les assemblées de travailleurs dans les entreprises, les comités de soutien aux grèves, les comités d'usagers d'équipements collectifs, etc., et aussi les assemblées régionales à pouvoirs réels.

De leur côté, le parti socialiste et le parti communiste, dans leur programme commun, ignorent totalement le problème en prenant globalement en charge toutes les formes institutionnelles du pouvoir telles qu'elles existent actuellement, assorties seu-

lement de quelques modifications constitutionnelles mineures, mais jamais complétées de formes nouvelles de représentation, notamment pas sur les lieux de production. De toute façon, selon leurs propres dires, la question du socialisme ne se posera qu'ensuite...

Sur le plan économique

En ce qui concerne l'instance économique, l'imprévoyance est encore plus grande s'il se peut, et malgré les apparences.

On trouve chez tous les théoriciens socialistes, et notamment — dernier exemple en date — chez les rédacteurs du programme commun français entre P.C. et P.S., une approche étonnamment institutionnelle de l'économie. Aucune place n'est jamais faite à l'étude des mécanismes économiques, des flux tels qu'ils circulent indépendamment de la nature de leurs émetteurs et de leurs récepteurs. Ainsi la propriété d'État, la nationalisation est le grand moyen de maîtriser tel ou tel secteur. L'expérience des nationa-

lisations déjà faites montre pourtant que l'absence d'objectifs distincts des normes productivistes du capitalisme suffit à vider une nationalisation de tout contenu, comme on le voit dans le crédit ou chez Renault. Mais apparemment peu importe!

De la même manière, et pour le court terme, le changement de nature des objectifs de production, le changement des formes d'organisation du travail paraissent devoir automatiquement découler d'une augmentation de la représentation ouvrière au sein des organes de direction de l'entreprise ou du plan. Mais l'idée qu'en l'absence d'autres interventions sur la société cette représentation ouvrière pourrait bien se borner à reproduire, en les améliorant à peine, les habitudes de travail, les modèles de production, de consommation auxquels elle est habituée, n'est pas seulement une idée subversive devant le dogme prolétarien, elle n'est même pas avancée.

Un autre aspect de cette approche très institutionnelle et de cette fuite devant les mécanismes concerne la monnaie. Deux mythes tenaces circulent à son sujet. L'un est celui de la disparition de toute monnaie. Elle

serait remplacée par des « bons de travail », bons représentatifs du travail accompli et qui permettraient à leurs titulaires d'aller s'approvisionner dans les magasins collectifs. L'idée, d'ailleurs, traîne (d'une phrase, il est vrai) dans un écrit de Marx lui-même, ce qui ne le grandit pas. Mais quel auteur n'a pas quelques scories dans son œuvre, fût-elle géniale? En tout cas, l'idée qu'il faudrait aussi doter d'un pouvoir d'achat tous ceux qui ne travaillent pas, malades, personnes âgées, etc., que les bons de travail en question pourraient bien faire l'objet d'une fraude à l'émission ou d'une revente au-dessus de leur valeur en cas de disette, qu'il faudra en fournir aussi aux gens qui construisent des routes, des barrages, et d'une manière générale qui font un travail non vendable, que de la sorte il pourra y avoir en circulation plus de bons en valeur qu'il n'y aura de produits consommables par les particuliers, c'est-à-dire qu'il y aura inflation... bref, l'idée simple que les bons en question seront aussi une monnaie mais gagée différemment de l'actuelle, ne s'est jamais fait jour dans le débat théorique.

L'autre mythe tenace en ce qui concerne la monnaie vise sa disparition totale dans le cadre d'une économie intégralement distributive. La République cubaine a tenté de s'engager dans cette voie, tirant argument pour cela du fait qu'elle était une île soumise à un blocus. Elle en est vite revenue, payant d'ailleurs d'un prix très lourd cette tentative aventurée. En effet, comme l'écrit à peu près Charles Bettelheim, tant que le niveau de production n'atteindra pas le stade de l'abondance, quand on cesse de compter c'est la peine ouvrière qu'on oublie. Et elle ne se laisse pas oublier.

En deçà de ces futurismes douteux, il n'y a pas réellement de réflexion marxiste sur la monnaie. De ce fait, il n'y a pas dans tout le travail d'élaboration de programmes fait par les partis marxistes de dispositions opératoires sur les moyens de limiter l'empire absolu de la monnaie comme instrument de référence de toutes les activités humaines, y compris les plus gratuites en apparence comme les relations familiales ou la culture.

Limiter la domination des valeurs marchandes tout en les laissant subsister là où

elles sont pour le moment irremplaçables, c'est-à-dire dans le fonctionnement de l'économie de subsistance, est la tâche fondamentale d'une société en transition vers le socialisme. Pour faire échapper la rémunération du travail, l'acquisition de la culture, la protection de la santé, puis divers autres domaines, aux lois du marché, il faut se donner des étapes successives, des objectifs très précis, prévoir sans doute des mesures compensatoires, mener inlassablement la bataille idéologique d'explication et de persuasion, créer et animer les structures politiques de telle manière qu'elles ne puissent éluder le problème. Ce n'est pas l'objet de ce livre que d'entreprendre un tel travail, mais seulement de souligner qu'il est intégralement à faire.

En l'absence d'une telle ambition appuyée sur une réflexion rigoureuse, les États socialistes en sont pratiquement tous revenus — sauf la Chine, semble-t-il, mais y compris la Yougoslavie — à l'application d'un modèle de production, de consommation et d'accumulation qui ne diffère pas du modèle capitaliste. La réponse donnée par M. Mar-

chais aux questions troublantes posées par M. Mansholt est la même que celle du Conseil national du patronat français!

D'une manière plus générale et plus immédiate, l'approche institutionnelle de l'économie se traduit par l'ignorance de mécanismes élémentaires et la tentation de les contrôler par voie bureaucratique et disciplinaire.

Tous les États socialistes ignorent ces lois évidentes :

— Plus un pouvoir est autoritaire et moins il est correctement informé. On se souvient de l'histoire grotesque du doublement de la production chinoise de blé dans les statistiques entre le niveau de la production véritable et la transmission de l'information aux ministres. Craignant à juste titre la colère du niveau supérieur, chaque échelon administratif améliorerait d'une dizaine de points pour cent l'appréciation chiffrée de ses résultats! Cette loi simple exige une autonomie importante des unités de production — ce sera l'autogestion — et une distinction absolue entre la direction des opérations de production et la fourniture d'informations statistiques. Mais évidemment cela est contraire à

l'application du centralisme démocratique, version léniniste, dans l'économie.

— Toute intervention sur l'économie par voie de contrôle, de taxation, de règlement, suscite inévitablement les fraudes, les flux parallèles, les comportements compensateurs qui lui sont adaptés. La multiplication de la police économique n'y change rien. L'économie est dialectique, la police non.

Toute période de transition est marquée par les difficultés économiques et monétaires considérables que crée à la société en cause le capitalisme mondial, appuyant ce qui subsiste du capitalisme chez elle. On le voit assez au Chili. Dès lors, l'habileté à jouer des mécanismes, à retourner leur automaticité dans l'intérêt collectif — par exemple, nationalisation sanctionnant après préavis la grève de l'investissement, ou encore impôt foncier calculé sur la valeur déclarée des sols, le fraudeur étant remboursé au niveau trop faible qu'il a fixé pour l'impôt si son terrain doit être exproprié, etc. — est un facteur déterminant du succès dans la période de transition. Ce n'est pas la marque essentielle des États socialistes ou des partis com-

munistes en compétition pour le pouvoir que d'en avoir fait preuve. Il n'est, hélas! que de lire la partie économique du programme commun pour s'en assurer.

Bien au contraire la tentation permanente des États socialistes, faute d'avoir prévu ces difficultés au moins dans leur nature, est toujours d'y répondre par voie de règlement, de sanction et de police. On trouve ici une nouvelle source, très importante elle aussi, de prolifération bureaucratique et policière dans les États socialistes.

La planification n'y est conçue que sous la forme administrative, à base de règlements, de normes, et de sanctions disciplinaires. Les mécanismes d'une planification ferme dans ses objectifs, puissante dans ses moyens mais agissant avec souplesse, fondée sur le calcul économique et utilisant un arsenal d'incitations et de sanctions purement économiques et financières commence à peine à être sérieusement étudiée. Et pourtant, aussi longtemps que l'économie sera marquée par la rareté, il faudra combattre le marché avec les lois du marché, tout comme les avions combattent la pesanteur avec les lois de la

pesanteur. Mais il ne suffit pas pour cela de décrire les institutions du futur Plan.

Sur le plan idéologique

Au niveau de l'instance idéologique enfin, se situe probablement l'erreur principale qu'ont commise à leurs débuts les jeunes États socialistes commençant une période de transition. Au lieu de donner à la lutte idéologique son propre rôle, de la débarrasser des servitudes et des difficultés de la lutte politique, ils ont au contraire transformé la lutte idéologique en une défense et illustration des décisions politiques, au point que tout opposant devient un hérétique, comme on l'a vu au chapitre 2, « Le dogmatisme ». Ne revenons pas sur le diagnostic; il faut ici tenter une explication. Cette explication paraît liée elle aussi à l'absence de toute prévision sur les problèmes que l'on rencontrera pendant la période de transition, dans l'ordre idéologique d'une part et dans l'ordre politique de

l'autre, car il y a naturellement une interdépendance profonde.

Les objectifs essentiels du socialisme sont d'une extraordinaire ambition, mais ils sont simples à définir :

— Réaliser une égalité beaucoup plus réelle parmi les hommes, ce qui suppose la destruction progressive des hiérarchies de fortunes, de revenus, de commandement et d'accès au savoir.

— Permettre l'épanouissement de chacun à travers les responsabilités qu'il prend aussi bien dans son travail productif que dans la vie collective. Cet objectif implique l'abolition progressive de la division sociale du travail actuelle : coupure totale entre ville et campagne, entre travail manuel et travail intellectuel, entre spécialités différentes, etc.* Il implique aussi que les responsabilités soient très décentralisées, aussi bien dans la pro-

* Ce n'est malheureusement pas le lieu de développer ici les moyens auxquels on peut songer pour parvenir à ce résultat en recomposant les métiers, en généralisant la possibilité pour les travailleurs d'organiser eux-mêmes leur travail et en donnant à chaque unité de production les moyens de suivre complètement la vie de son produit, de la recherche à la vente. Ce problème est très peu abordé dans la littérature socialiste française, bien qu'il soit essentiel. Le projet de manifeste récemment soumis par la direction du P.S.U. à la délibération du Congrès s'y essaie. C'est une première ébauche.

duction que dans l'ensemble de la vie publique, et que les délégations de pouvoir se fassent des échelons inférieurs aux échelons supérieurs et non l'inverse. L'autogestion, système de gestion collective décentralisée, condense en une référence unique ces différentes exigences.

— Créer une société d'où disparaisse petit à petit la primauté absolue de l'argent dans les relations des hommes entre eux. L'acquisition du savoir, la préservation de la santé, les règles régissant la famille, le statut de la femme, l'accès à la culture comme moyen de communication avec les autres doivent être petit à petit fondés sur d'autres bases que la fortune ou le revenu. Au lieu d'être faites d'une permanente compétition sur le « standing » et la masse des objets de confort disponibles, les relations entre les hommes doivent pouvoir être de plus en plus fondées sur leurs capacités créatrices, dans l'ordre professionnel comme extra-professionnel, en matière artistique ou esthétique comme dans tous les autres domaines de la production et de la vie sociale. Passer du loisir-consommation au loisir-découverte d'autres peuples et d'au-

tres cultures, de la contemplation du sport à sa pratique, du bricolage à domicile à la capacité créatrice reconnue dans l'entreprise, du rôle de spectateur de cinéma à la capacité d'exprimer et de communiquer ses émotions par la caméra ou le magnétoscope, voilà quelques exemples de ce que cela veut dire au-delà de la gratuité réelle de l'enseignement et de la transformation fondamentale de la législation de la famille.

Des ambitions de cette ampleur appellent un considérable travail idéologique. Il faut changer l'essentiel des habitudes, des comportements, des traditions qui nous marquent tous. Il faut partout donner la parole, aider à s'exprimer tout ce qui va dans le sens du changement. Mais convaincre et non contraindre, expliquer plutôt qu'affirmer, faire découvrir plutôt que proclamer. Tel est le rôle du combat idéologique des forces socialistes. Il doit amener chacun à se reconnaître, à se situer parmi ceux dont on parle, à réfléchir sur sa condition présente mise à jour, à travailler librement au changement de cette condition.

Ce combat idéologique ne peut être correc-

tement mené en tant que tel que s'il est relativement distinct de la lutte politique quotidienne. Il doit permettre la prise de conscience, et non orchestrer l'avancée du rapport des forces. Il doit en fait préparer non seulement l'acceptation, mais la prise en charge consciente des objectifs des plans successifs en matière de transformation de la société.

Mais tel ne fut pas le cas dans la plupart des États socialistes. L'absence de précision sur les objectifs culturels et sociaux de la société socialiste en gestation, la reproduction pure et simple du modèle de production capitaliste avec priorité à l'industrie lourde et maintien d'un commandement ultra-centralisé, tout cela a vidé de son contenu ce qui aurait dû être la politique culturelle et idéologique des États socialistes.

Il faut ici ajouter la réflexion sur le système politique des pays socialistes. L'absence de toute prévision sur la nature des conflits d'intérêts qu'il faut bien arbitrer s'est traduite par la désuétude ou l'absence totale de toute structure représentative qui exprime ces conflits. Les conflits entre régions, entre

couches sociales, entre producteurs et consommateurs sont camouflés. Ils se traduisent de manière amortie et secrète, sauf quand ils explosent. Ils sont tranchés par une bureaucratie qui se développe précisément pour répondre à cette fonction. Mais la manière dont les conflits sont tranchés ne comporte aucun acquiescement à la solution. La police s'en charge. Personne n'est compromis par des votes publics puisque la règle est l'unanimité. Personne ne se sent représenté ni par conséquent concerné par les décisions. Il y a résignation et indifférence, mais non acquiescement.

Dès lors il apparaît indispensable au pouvoir politique fonctionnant dans ces conditions d'organiser l'acquiescement, d'expliquer au peuple les décisions prises en dehors de lui pour les lui faire assumer, de lui démontrer quotidiennement la justesse de l'orientation du pouvoir.

Au lieu de résulter des mécanismes mêmes de la représentation politique, cette recherche de l'acquiescement est demandée à l'« idéologie ». Au lieu d'être moyens de communication réels, les organes de presse, de radio et

de télévision sont moyens de propagande. Et l'idéologie, au lieu de correspondre à l'expression d'une nouvelle société en gestation, devient justification permanente des dirigeants par une utilisation habile des textes sacrés.

Dès lors la boucle est bouclée. Toutes les erreurs se cumulent. Et le pouvoir totalitaire prolifère, avec son économie bureaucratique, sa pseudo-représentation populaire, sa police omniprésente et sa propagande inlassable. Au contraire de toute la pensée marxiste, qui est dialectique, c'est-à-dire qui reconnaît les conflits, les contradictions, les antagonismes comme les moteurs de l'évolution des sociétés, l'État socialiste tel qu'on le connaît refuse l'expression des différences et des conflits, il n'est pas dialectique. Mais les conflits subsistent. Il faut les noyer dans l'oppression.

4.

La liberté
ou le problème non résolu

Coll. Michel Rocard.org

La notion de liberté est fort embarrassante. Personne n'en a de définition satisfaisante. On en connaît des définitions juridiques, toujours incomplètes comme les droits de se déplacer, de s'exprimer, de se réunir; des définitions fatalistes, comme « La liberté c'est la nécessité lucidement acceptée », ou des définitions par antiphrase, comme « La liberté, on découvre ce que c'est lorsqu'on l'a perdue ». La littérature philosophique sur la liberté est abondante, mais non concluante. Je n'aborderai pas ici le problème philosophique de la liberté personnelle, mais seulement le problème politique de la liberté collective.

La plus grave des questions qui se trouvent posées par la réalité des États socialistes d'aujourd'hui concerne la liberté. Mais l'absence d'une définition communément acceptée rend difficile une interrogation loyale des États socialistes. Selon quel critère faut-il apprécier la liberté?

La liberté d'expression d'un citoyen de la République indienne est sans doute supérieure à celle d'un citoyen de la République populaire de Chine. Mais des millions d'hommes meurent de faim chaque année en Inde alors que la liberté de survivre est aujourd'hui assurée à tous en Chine, ce qui est probablement la plus grande réalisation du pouvoir communiste chinois en vingt-cinq ans d'existence. Quelle situation est préférable? De quel droit peuvent en juger des hommes pour qui la liberté de survivre, c'est-à-dire la possibilité réelle de ne pas mourir de faim, n'est absolument pas un problème, et qui sont soucieux de libertés d'une tout autre nature?

Il existe à ce sujet un très ancien procès entre les sociétés capitalistes et les sociétés socialistes. Ce procès peut fournir le fil conducteur de la réflexion.

Le procès

A l'attaque traditionnelle de la bourgeoisie capitaliste sur le manque de liberté dans les pays socialistes, les dirigeants de ceux-ci répondent non moins traditionnellement : « La liberté dont vous parlez est purement formelle. Seule en dispose la classe dirigeante. Mais le travailleur n'a chez vous que la liberté de se faire exploiter ou de se trouver mis en chômage. Il n'a même pas la liberté de disposer d'une éducation complète et de choisir son métier. Nous préparons, nous, à partir de nations qui ont connu le développement industriel cent ans après les vôtres, des sociétés plus justes où la liberté sera réelle, car les fondements économiques de ces sociétés seront assurés. Ils le sont déjà mieux que chez vous par l'égalité de fait dans le droit à l'éducation et à la santé. Et si la phase du développement industriel est toujours dure dans l'histoire, ce qui se passe chez nous est infiniment moins sauvage que les brutalités sans nom que vous capitalistes avez imposées pendant un siècle à vos classes ouvrières nationales... »

Il faut bien reconnaître que l'essentiel de ce discours est exact. Tout comme il est exact qu'il n'existe en pays dit socialiste aucune liberté de pensée, de presse, d'association ou de grève. La liberté de se déplacer est elle-même mise en cause et la police est omniprésente — ce dont d'ailleurs les pays socialistes n'ont pas le monopole. Et la réponse de leurs dirigeants serait loin d'être endossée par leurs populations.

Le procès est donc sans issue et les parties méritent d'être renvoyées dos à dos. Mais cette impossibilité à trancher le dilemme vient sans doute de la manière dont le problème est posé, manière qui réapparaît, hélas! régulièrement et qui caractérise notamment les campagnes électorales françaises sous la V^e République, celle qui s'engage pour mars 1973 en particulier.

Bien des questions seraient à poser à l'État capitaliste : sur la liberté réelle d'aller à l'université, de se faire soigner convenablement, d'obtenir satisfaction devant l'Administration, de se faire rendre justice, d'être défendu contre l'arbitraire policier, etc. Mais

ce ne sont pas ces questions qui nous occupent ici.

Dans le cas de l'État socialiste, la question doit être posée en fonction des objectifs qu'il se donne, au nom de la logique dans laquelle il se situe.

Il faut d'abord relever une indifférence assez profonde de Marx au problème de la liberté. Il vivait à l'époque de la plus outrancière exploitation capitaliste, à l'époque du travail des femmes et des enfants dans les mines, à l'époque où la bourgeoisie refusait l'idée d'une instruction primaire obligatoire. Tout le langage libéral du capitalisme lui paraissait, à juste titre, n'être qu'un immense mensonge. Mais nos sociétés ont évolué depuis, des libertés très réelles y ont été arrachées, notamment grâce au combat de la classe ouvrière. Ces libertés sont un acquis que le socialisme doit préserver et élargir. C'est par rapport à cela qu'il faut interroger l'État socialiste.

Dès lors, la question centrale est celle-ci : est-il légitime de payer d'un prix si lourd en suppression de libertés politiques l'effort énorme que font ou qu'essaient de faire les

États socialistes pour développer leur économie jusqu'à un niveau qui donnera un contenu réel à l'exercice de la liberté?

Formulée ainsi, la question correspond sans doute à l'inquiétude réelle des militants socialistes, et même communistes, des pays occidentaux devant la réalité actuelle de l'Europe de l'Est. La réponse est pourtant difficile pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, hors la Tchécoslovaquie, aucun des pays socialistes existants n'a derrière lui une tradition de liberté politique. L'idée de « suppression de libertés politiques » se situe par référence à des traditions politiques de l'Occident (libertés de presse, d'association, de grève, etc.). Elle est vide de tout contenu pour le Russe, le Polonais, le Bulgare, le Yougoslave, l'Albanais, le Cubain ou le Chinois qui ont connu les régimes précédant l'État socialiste. S'il y a constance dans l'absence de liberté politique, il y a le plus souvent progrès économique — et cela est une justification solide pour le régime.

Ensuite, la question de savoir si cette situation est légitime ou admissible se pose à plusieurs niveaux différents.

Elle se pose d'abord par rapport aux objectifs de la société socialiste. Le socialisme est-il avant tout une réponse à la misère et à l'inégalité économique, ou est-il avant tout, par rapport à la société capitaliste, une société plus juste et plus digne, donc plus libre? Les deux orientations ne sont pas absolument contradictoires. Mais dans la mesure où elles risquent de l'être, une priorité doit être clairement établie. Rosa Luxemburg penchait clairement pour la deuxième orientation, et sans doute Marx aussi malgré son embarras relatif au sujet du concept de liberté proprement dit. C'est aussi le choix du Parti Socialiste Unifié. Dans ce cas, l'économie ne peut être que le moyen d'une intention politique; on ne peut tirer argument des contraintes qu'elle impose pour n'engager aucun apprentissage de la liberté collective. Les réflexions que nous avons menées dans le chapitre relatif au pouvoir montrent d'ailleurs que la nature autoritaire du pouvoir d'État dans les pays de l'Est est loin de n'être que le fruit des contraintes économiques. Sans épouser la querelle cherchée par le capitalisme, il faut répondre sans ambages qu'au

regard des fins du socialisme, la pratique des pays de l'Est en matière de liberté est inadmissible.

La question se pose en outre d'une autre manière. Même dans l'hypothèse (qui après tout n'est pas sans force dans le cas de certains pays) où la priorité absolue à une accumulation économique rapide quel que soit le prix politique qu'elle exige est retenue, il reste à savoir si l'absence de liberté politique ne finit pas par entraver le développement économique lui-même. C'est sur ce point que la critique la plus importante doit être faite, de l'intérieur même du mouvement socialiste et en négligeant le mauvais procès de la droite capitaliste.

La planification administrative est techniquement assez simple à conduire dans une économie relativement peu développée. Lorsque la nécessité exige de nourrir, d'habiller et de loger tout un peuple et que les ressources existantes n'y suffisent pas, il n'y a pas d'erreur massive à redouter dans la définition des priorités ni beaucoup de gaspillage à craindre dans la production. S'il y a excès d'une production par rapport aux autres

dans l'équilibre prévu en fonction des ressources et des moyens de paiement internationaux, cette production ne restera pas sans emploi.

En revanche, lorsque le niveau de vie progresse, que la production se diversifie, que le problème central n'est plus celui de la disette mais celui d'une bonne adéquation de la production à la structure des besoins, alors le plan change de nature. Ses erreurs peuvent être plus graves et le gaspillage peut être considérable dans la mesure où le pouvoir d'achat peut se consommer autrement qu'on ne le prévoyait. Le plan a dès lors besoin d'une expression politique réelle des besoins et d'un arbitrage politique entre intérêts contradictoires. Mais rien de tel ne peut se faire dans les institutions des États socialistes telles qu'elles fonctionnent actuellement. Faute de cette expression et de cet arbitrage, le plan peut errer très gravement par rapport à la réalité; et le développement économique se trouver bloqué ou tout au moins ralenti. Tous les pays socialistes ont connu récemment des phases de cet ordre — et notamment la Tchécoslovaquie. La crise

politique interne qui s'est traduite par la mise en minorité de Novotny et l'arrivée au pouvoir de l'équipe du « Printemps de Prague » est le résultat d'une récession économique de deux ans. C'est donc aujourd'hui une condition de développement ultérieur des pays socialistes que de se donner les premiers fondements de la liberté politique.

Une réflexion sur la recherche scientifique et ses exigences conduit au même résultat. Il n'y a pas développement économique sans recherche scientifique. A un niveau relativement modeste de l'économie, les sciences exactes, physique et chimie notamment, suffisent à fournir la matière essentielle du développement de l'industrie lourde, toujours prioritaire. Ces sciences ont l'avantage de ne pas être en relation directe avec les théories dites scientifiques qui constituent l'instrument de justification idéologique du pouvoir. Les chercheurs y sont donc relativement libres. Mais plus l'économie progresse et plus la biologie, l'agronomie, la sociologie, et surtout la science économique elle-même prennent de l'importance. Or ces disciplines touchent à l'idéologie du régime. Elles sont

donc sous contrôle très ferme. Le résultat est un tarissement de la recherche, qui lui-même affecte le développement économique. La nécessité d'une liberté complète réapparaît encore plus fortement.

Il faut donc entreprendre la réconciliation du socialisme et de la liberté. Mais comment? Bien entendu, il ne s'agit pas ici de donner des leçons aux pays de l'Est, mais plutôt de s'interroger sur les exigences du socialisme dans les pays d'Europe occidentale, même si l'expérience des États socialistes ou des partis communistes occidentaux peut toujours servir de référence.

L'argent

Le capitalisme a marqué profondément tous les aspects de la vie sociale de la référence à l'argent. L'accès à un enseignement complet dépend du niveau de revenus des parents, la protection de la santé dépend très largement des revenus personnels, les

lois relatives au mariage, à la famille, au divorce et à la tutelle des enfants mineurs visent beaucoup plus à la préservation des fortunes familiales qu'à l'organisation de la vie commune en fonction des conclusions certaines auxquelles pourraient parvenir la sociologie et la psychologie sur la sexualité ou la fonction pédagogique de la famille. Notre information dépend des supports financiers qui la fournissent, notre culture est soumise aux règles commerciales qui régissent l'édition des livres, des journaux, des disques et des films. Nos loisirs sont plus directement encore dépendants du niveau des revenus et des perspectives de profit qu'offre chaque type de loisir.

Au-delà de celles dont nous disposons et qu'il importe de préserver, la première des libertés à assurer en France est la liberté face à la pression de l'argent. Cette exigence se présente sous trois aspects : les moyens de la vie privée, l'égalité et le modèle de société. Je n'insisterai pas pour le premier, sur lequel l'ensemble des forces socialistes à travers le monde est à peu près d'accord et qui ne pose guère de problèmes par rapport, sinon à la

pratique actuelle — vu le niveau de développement — du moins aux perspectives prochaines des pays socialistes.

Assurer les moyens de la vie privée pose deux questions : celle du revenu et celle du minimum de biens dont la possession est nécessaire à cette vie privée, c'est-à-dire la propriété.

Provoquer une augmentation importante des revenus faibles et moyens, c'est rechercher une croissance économique rapide. Quelle que soit l'importance des arguments du Massachusetts Institute of Technology dans son rapport intitulé : *Halte à la croissance*, et de M. Mansholt qui les reprend, il paraît inadmissible d'admettre en France un arrêt de la croissance dans l'état où sont présentement les petits revenus de ce pays. La question posée est donc celle de l'importance du ralentissement à imposer aux gros revenus, et surtout du contrôle même de cette croissance, de la limitation de sa nocivité et de son gaspillage. C'est affaire de planification, difficile d'ailleurs, mais qui n'est pas notre propos.

L'homme n'organise pas seulement sa vie

autour de ses relations avec les autres. Il l'organise d'abord dans ses rapports quotidiens avec les biens qui lui sont d'usage courant. Un certain niveau de propriété est nécessaire à la vie privée. Mais la société socialiste entend empêcher que grâce à l'importance de sa fortune un individu puisse en exploiter d'autres. La propriété de moyens de production et d'échange doit petit à petit devenir collective, et sa transmission héréditaire par voie d'héritage doit donc être interdite. Mais un problème difficile est posé à la société par les biens dont l'usage privé est incontestable, dont la légitimité ne peut donc être mise en doute, mais dont la multiplication provoque la dégradation des villes et des sites naturels : voitures particulières et résidences secondaires. Une société qui se veut libre ne pourra avoir là de politique purement répressive. Il lui faudra donc développer une politique de dissuasion, par la qualité des transports en commun et des loisirs proposés. Le point important est que la socialisation des moyens de production et d'échange ne doit aucunement mettre en cause la disposition d'un mini-

mum de biens à usage privé, qui doivent être indépendants de l'exercice du métier ou de toute autre considération. Ils sont garantie de liberté.

L'égalité pose un problème autrement plus ardu, car elle doit devenir égalité des libertés effectivement offertes. La question centrale est ici celle de la hiérarchie, qui de nouveau s'adresse aux États comme aux partis communistes. Le capitalisme a créé une hiérarchie des tâches et une hiérarchie du commandement qui sont le fruit d'une division sociale du travail poussée bien au-delà des fatalités techniques, à des fins de contrôle absolu de la production et de division des travailleurs. La hiérarchie des salaires en Occident (et surtout en France) est largement excessive par rapport à cette hiérarchie des tâches. Il s'agit là d'une des injustices les plus criantes de notre société, qu'il sera fort long de corriger totalement, mais qu'il faut, justement à cause du temps nécessaire, entreprendre aussi vite que possible de corriger progressivement. Or, la société soviétique a pour sa part gardé une hiérarchie de salaires extrêmement ouverte, et le parti

communiste français, fidèle au modèle, se refuse à poser ce problème aujourd'hui.

La Russie soviétique a justifié cette position, à l'origine, par la rareté des cadres et la nécessité de les avantager. Elle est aujourd'hui un des pays du monde où la scolarisation longue est la plus développée, et par conséquent les cadres doivent y être moins rares. Mais la structure hiérarchique ne change pas pour une raison bien simple : la couche des cadres politiques, administratifs et techniques a maintenant un poids tel en U.R.S.S. qu'il est politiquement très difficile de toucher à leurs privilèges. Cela démontre s'il en était besoin que le problème est à poser tôt.

Outre sa référence au modèle soviétique, le parti communiste français a une seconde raison de ne pas poser le problème de la hiérarchie : il la tire de sa stratégie. Dès l'instant qu'il ne mène pas une lutte politique autonome pour la transformation directe des structures socialistes, par crainte de provoquer des mobilisations populaires qu'il ne contrôlerait pas, il se limite à une stratégie purement électorale. Il explique alors que

le problème de la hiérarchie se posera plus tard, dans la société socialiste, mais que pour le moment il convient de rallier les voix des salariés de rang important ou moyen, et pour cela de ne pas toucher à la hiérarchie. Mais, ce faisant, il accepte que se consolide et s'installe une hiérarchie déjà forte et qu'il sera de plus en plus difficile de mettre en cause.

Enfin le problème général de la liberté face à la pression de l'argent est celui du modèle de société, de la place de la référence à la mesure par l'argent, de ce que les marxistes appellent : les valeurs marchandes. Sans évoquer ici ce que pourrait être une stratégie politico-économique de limitation de la référence monétaire par sa suppression dans des secteurs comme l'enseignement, la santé, puis la culture, par la limitation de la publicité, par la création de nouvelles formes de communication et de loisirs, par le travail idéologique évoqué à la fin du chapitre précédent, etc., il faut rappeler qu'en dehors de la gratuité de certains services publics cette perspective est peu ouverte dans les pays de l'Est. Les objectifs du plan y comportent tou-

jours une priorité définie, au-delà de l'industrie lourde, par un bien-être mesuré essentiellement en termes d'objets de consommation. Le modèle industriel de développement capitaliste y est pratiquement reproduit, avec s'il se peut encore moins de précautions anti-pollution et de calculs prévisionnels sur l'utilisation optimale des ressources naturelles. Il y a là une grande controverse en perspective entre les forces qui défendent un projet de socialisme centralisé et les forces qui défendent un socialisme autogestionnaire.

La domination

La préservation de la liberté face à toutes les formes de domination est en fait la question centrale. Elle se présente sous bien des aspects.

L'acquis le plus précieux des pays occidentaux concerne l'ensemble des libertés personnelles dites préservées, mais dotées de garanties plus solides, car il est fort menacé en France notamment, et largement étendu. Les libertés de pensée, de parole, d'expres-

sion, d'association syndicale et de grève figurent parmi les plus essentielles. Il faudra savoir les étendre toujours plus et les garantir toujours mieux devant les procédés nouveaux électroniques notamment, que la science met à la disposition de la police pour violer le secret de la vie privée.

Plus délicat est le problème des libertés dont l'exercice appelle d'importants moyens financiers : liberté d'expression par voie de presse, liberté d'être correctement informé. L'expérience des pays de l'Est n'a rien ici de rassurant. Il faudra établir ces libertés contre deux adversaires : la pression de l'argent et celle de l'État. Le monopole est un moyen utile de limiter les inégalités que provoque la recherche du profit dans de tels domaines : télévision, messageries, régie unique de publicité. Mais le monopole n'est légitime et tolérable que sous deux conditions : qu'il respecte le pluralisme et que sa direction dispose d'une véritable indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Faut-il la faire dépendre d'une magistrature suprême?

Les libertés publiques ne sont, d'une certaine manière, que défensives. La véritable

liberté politique est celle de contester le pouvoir ou de le changer. L'exercice de cette liberté-là est lié à deux types de conditions : l'équilibre des pouvoirs et le fonctionnement réel du pouvoir dominant quel qu'il soit.

Peu important, hélas ! les recettes institutionnelles. Le problème n'est pas de définir sur le papier des institutions équilibrées, il est de savoir les faire vivre. Il n'y a pas de société libre, fût-elle socialiste, si le pouvoir n'y équilibre pas le pouvoir. Notre inquiétude devant le programme commun. P.C.-P.S., c'est la toute-puissance d'un État central qui n'a aucun contrepoids. Notre espoir et notre volonté — conformes d'ailleurs à une certaine tradition socialiste vivante en France — est de parvenir à faire naître, animer et développer de nouvelles sources de pouvoir : celle de véritables assemblées municipales et régionales, celle surtout des conseils de travailleurs assurant la gestion de leurs entreprises, celle aussi, plus fragile au départ, des conseils d'usagers de services publics ou de consommateurs. La représentation nationale de ces différentes catégories d'autorités sera un contrepoids sérieux à toute domina-

tion centrale et locale si elles ont su arracher elles-mêmes et se faire reconnaître des pouvoirs réels.

Une autre condition nécessaire de la liberté collective est le respect du pluralisme politique. Elle est essentielle; il est peu significatif de l'inscrire dans des chartes ou Constitutions; elle dépend de la capacité du pouvoir dominant à le tolérer, mieux à le reconnaître et à l'organiser. On se trouve donc ramené au problème essentiel : celui de la nature du pouvoir dans la coalition de partis, ou le parti, victorieux de la bourgeoisie.

Le type de rapports que ce parti entretient avec les masses, la confiance qu'il leur inspire, son ouverture, sa capacité à refléter leur sensibilité, et sa composition sociale, c'est-à-dire sa représentativité réelle par rapport aux travailleurs sont des facteurs importants. Les théoriciens marxistes ont l'habitude de limiter là leurs analyses et leurs questions sur la nature du parti, examinant ensuite sa ligne politique. Je ne pense pas que ce soit suffisant.

La nature de classe d'une force politique organisée est déterminante quant à la ligne

politique et à l'action qu'elle mène. Il n'empêche que, quelle que soit sa nature de classe, toute structure de pouvoir répond à un certain nombre de lois, dont l'étude est loin d'être menée à terme.

Une structure de pouvoir, État, syndicat, ou parti, est un rassemblement hiérarchisé et organisé de confiances réciproques. Celle de la base dans le sommet est nécessaire à la cohésion de l'organisation et à la mise en place d'une direction. La confiance du sommet dans la base est nécessaire à l'efficacité de l'action.

Une structure de pouvoir a toujours deux objectifs simultanés : gérer et maintenir ou gagner la confiance. Gérer, c'est obtenir des résultats objectifs : si l'on est responsable du pouvoir central, cela concernera la croissance économique, les succès diplomatiques, le fonctionnement des services publics. Si l'on est dans l'opposition, ce sera seulement gérer une presse, assurer une activité. On est dans l'ordre du tangible, du quantifiable.

Maintenir, augmenter la masse des confiances grâce auxquelles on est élu soit à l'intérieur de l'organisation, soit par

un suffrage plus large, professionnel ou universel, relève d'une tout autre conduite. L'expérience montre qu'il n'y a jamais le moindre rapport entre les résultats objectifs obtenus sur le plan de la gestion et l'évolution des confiances recueillies ou du consensus. Ces confiances, ce consensus traduisent une certaine indentation, personnelle ou collective, entre la base et le sommet, entre le militant et le dirigeant, entre l'électeur et le candidat. Cette indentation se découvre à travers un langage relativement commun, une sensibilité analogue, sorte de parenté, la défense des mêmes intérêts, bien sûr, mais aussi, souvent, la référence commune à un certain nombre de mythes ou à un rituel.

Cela est fort compréhensible : l'activité des dirigeants est toujours faite pour une petite partie d'efforts pour réaliser les engagements pris et les programmes annoncés, et pour une grande partie de réactions nécessaires devant l'événement imprévu. Quand on élit un dirigeant, même s'il est sincère et veut tenir ses promesses, on sait fort bien que la part majeure de son activité sera faite de réponses à l'imprévu. Comment prévoir, au moment où

on le désigne, la nature de ses réactions, sinon à travers la plus ou moins grande parenté d'attitudes et de langage que l'on se découvre avec lui? Le phénomène est simple et connu : c'est le fameux problème dit du « profil du candidat ».

L'affaire se complique lorsque d'un dirigeant unique on passe à une organisation. Toute organisation naît, à un moment donné, de l'accord d'hommes qui ne jugent pas possible de faire passer les idées auxquelles ils tiennent à travers les organisations pré-existantes, et qui jugent que l'influence personnelle dont peut disposer chacun d'eux sera renforcée par le fait de se grouper. Toute organisation vit donc une première période de son histoire qui est caractérisée par l'emploi de chacune des capacités d'influences personnelles qui y sont regroupées. Tant que l'influence est personnelle, elle a un caractère constant : l'organisation agit par persuasion, elle peut provoquer des comportements positifs, elle peut faire agir. Une influence d'origine personnelle a très rarement assez d'autorité morale pour provoquer des comportements négatifs, pour interdire. Or il

arrive toujours un moment où les choix qui se présentent à l'organisation appellent la possibilité d'interdire — et d'interdire rigoureusement. Il y faut une autorité morale plus forte qui ne peut être que collective, et c'est précisément le rôle de l'organisation. Mais au nom de quoi? Dans la première phase de la vie de l'organisation, son action s'est fait sentir à travers les langages différents qu'utilisaient chacun de ses différents membres. Mais la confrontation de ces langages différents ne fait jamais apparaître une homogénéité suffisante pour fonder des décisions graves. Par nécessité, un langage commun s'élabore, et un ensemble de normes. C'est de l'acceptation de ces normes communes par toute l'organisation que dépendra la possibilité pour elle de faire appel à une discipline, d'obliger, d'interdire ou d'exclure. Ces règles valent dans les partis du mouvement ouvrier comme dans tous les autres.

L'organisation va alors vivre en fonction de son système de normes et de ses règles de fonctionnement. Lorsqu'en plus elle aura trouvé l'équilibre humain et les règles de promotion compatibles avec son système de

normes et les ambitions variées — intéressées ou non, le résultat est le même — de ses différents membres, elle aura assuré sa stabilité. Incidemment, le Parti Socialiste Unifié est à peine en train de franchir cette phase que le P.C.F. pour sa part a franchi vers 1935.

C'est ici que l'on retrouve le problème de la liberté politique. Ou bien, en effet, le système de normes, le langage commun et les règles de fonctionnement internes sont souples, évolutifs, et permettent l'adaptation aisée de l'organisation au changement. Dans ce cas, la liberté de chaque membre à l'intérieur de l'organisation est grande, les normes impliquent le droit à la différence, la démocratie se pratique à l'intérieur. La domination y est limitée, jamais arbitraire, et toujours contrôlée. Il y a une bonne probabilité que, le parti venant au pouvoir, il y applique les mêmes comportements. Il n'y aurait pas grand danger pour la liberté politique dans la société.

Ou bien le langage est sectaire, les normes de comportement rigides et dures, les règles de fonctionnement procédurières et brutales.

Alors les débats internes se feront en termes d'affrontements violents, les minorités seront mal tolérées, la démocratie respectée dans la lettre et pas dans son esprit. La domination devient arbitraire, les contrôles inopérants. Lorsqu'un tel parti vient au pouvoir, il y a fort à parier qu'il reproduira sur l'ensemble de la société les habitudes qu'il a chez lui.

Or il faut dire que le mouvement ouvrier marxiste est très marqué dans ce domaine par Lassalle, Lénine et Guesde, sans parler de Staline ni même de Trotsky dont la pratique ne fut guère plus souple quand il était au pouvoir. Ils y ont créé un langage riche d'anathèmes et d'excommunications. Le mouvement ouvrier marxiste a en fait une tradition autoritaire dangereuse, qui resurgit de manière permanente, et qu'il est essentiel de combattre en son sein même, car là est la clé de la liberté dans la société socialiste.

Où sont les critères, comment repérer les attitudes dangereuses, et comment les combattre? Les indications sont multiples, je ne peux qu'en indiquer quelques-unes. La pratique du vote est-elle surtout utilisée pour faire taire les minorités ou pour empêcher

des manipulations unanimistes de la part des majorités? Le choix des dirigeants est-il fait en petit comité à partir de votes sur des principes politiques, le choix étant ensuite soumis à ratification, ou bien ce choix est-il fait publiquement par un grand nombre de gens, ce qui n'est possible que s'il est distingué des votes de principes politiques (sinon les vainqueurs des votes de principes seront par nécessité les manipulateurs du choix des dirigeants)?

L'organisation tolère-t-elle l'expression de divergences de manière connue du public? Les changements de personnel dirigeant se font-ils soit jamais, soit à l'occasion de putschs ou de coups de force internes, soit à l'occasion d'assises prévues à l'avance, selon les rythmes réguliers sans lesquels il n'y a pas de démocratie?

En fait, les règles de fonctionnement ne suffisent pas; ce qui est décisif ce sont les coutumes internes et la nature du langage commun au nom duquel s'exerce la discipline. Il n'y a pas de méthode connue d'apprentissage de la tolérance en politique, sinon d'en multiplier les exemples.

C'est dire qu'il n'y a pas de recette certaine pour garantir la liberté politique dans une société. La moins inefficace est que tous ceux qui en sont soucieux se décident à la défendre directement, à l'intérieur des organisations politiques, et quelles que soient par ailleurs leurs réticences à y adhérer. Le combat est d'importance.

Coll. MichelRocard.org

5. Conclusion

Coll. MichelRocard.org

Ces questions à l'État socialiste sont en fait des questions qu'il nous pose. Au moment où la puissance dominante du monde capitaliste s'illustre par le génocide au Viêt-nam, où le chaos monétaire tend à devenir permanent, où en France le régime sombre dans la honte et appelle un remplacement urgent, il est tragique qu'en face d'un bloc impérialiste aussi visiblement incertain de son avenir, l'espérance socialiste ne puisse s'enrichir et se renforcer des diverses expériences faites en son nom. Mais c'est ainsi.

Loin de chercher des raisons d'indulgence, il faut pousser la critique aussi loin que possible, à condition de la faire porter sur les causes véritables de cet autoritarisme général dans les États socialistes.

Réconcilier le socialisme et la liberté est la tâche d'aujourd'hui. Cette tâche est préalable à la victoire ensuite possible sur le capitalisme.

Si elle est essentielle à préserver, la liberté n'en est pas moins une faculté en creux. C'est une absence d'interdits, c'est une possibilité offerte. Mais vers quoi?

Les hommes d'aujourd'hui sont sans doute moins à la recherche d'un mythe collectif ou d'un grand espoir mobilisateur qu'à la recherche de leur propre destin.

Nos villes éclatent et n'ont plus d'âme. Les métiers disparaissent tués par la rationalisation des tâches, et à travers eux disparaît cette compétence responsable qui était un regard sur le monde. L'école est de moins en moins — si elle l'a jamais été — un apprentissage de l'échange, une découverte des autres. Et chacun de nous, isolé, se demande ce qu'il fait là, à quoi il sert et où il va.

Pourquoi se battaient les O.S. d'Évian, du Mans et du *Joint français*, sinon pour leur dignité, pour leur droit d'être reconnus en tant qu'hommes particuliers, leur droit d'être différents, comme dit Henri Lefebvre dans le

manifeste où il plaide le « droit à la différence »? Ils se battaient en fait pour leur identité. Pourquoi se battent ces hommes des minorités ethniques qui revendiquent le droit à leur histoire et à leur langue, sinon pour se découvrir une identité collective, qui les rende différents? Pourquoi tant de femmes posent-elles aujourd'hui la question de leur statut dans la société, exigeant ainsi d'avoir leur propre identité plutôt que celle de leur mari. Pourquoi la tristesse et l'anonymat des grandes banlieues, sinon parce que la vie et la beauté ont toutes les peines du monde à y trouver place? On pourrait multiplier les exemples. Le capitalisme a été un terrible réducteur des différences. Amputant les hommes de ce qui fait pour chacun son originalité en les passant tous au moule du profit, du travail anonyme et du loisir grégaire, il leur a enlevé jusqu'au sens de la vie. C'est à cette question-là que le socialisme d'aujourd'hui doit savoir répondre.

Mais l'État socialiste tel qu'on le connaît s'est révélé aussi être un terrifiant réducteur des différences, un fabricant de populations soumises et anonymes. C'est là qu'il faut por-

ter le fer, c'est cela qu'il faut changer. Ces déviations inadmissibles ne sont pas des accidents de l'histoire localisés dans des pays déterminés. Ce sont les conséquences d'erreurs collectives et générales. L'autoritarisme socialiste n'est pas seulement au pouvoir : il est présent au sein des forces qui se battent en France même. Les questions à l'État socialiste débouchent donc sur l'urgence de l'action ici même. Il faut renouer avec la tradition oubliée du socialisme anti-autoritaire, tout en se servant des outils théoriques solides qui nous ont été légués.

C'est alors que le socialisme, aidant chacun à être lui-même en permettant à tous de se parler, de se comprendre et de créer ensemble, pourra redevenir l'arme de notre commune espérance.

Table des matières

Coll. MichelRocard.org

Coll. MichelRocard.org

1. En guise d'introduction.	7
2. Le dogmatisme ou le socialisme à visage inhumain.	33
3. Le pouvoir : pratique et théorie marxiste	63
4. La liberté ou le problème non résolu ...	147
5. Conclusion	179

Coll. MichelRocard.org

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 22 FÉVRIER 1973
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
BERGER-LEVRAULT, A NANCY
DÉPOT LÉGAL, N° 2597 — 1^{er} TRIMESTRE 1973
54-08-1541-03

Coll. Michel Rocard.org

Coll. MichelRocard.org

Coll. MichelRocard.org

Coll. Michel Rocard.org

COLLECTION QUESTIONS

dirigée par Jean-Claude Barreau

Cette collection veut fournir à tous ceux qui travaillent dans les institutions une tribune où ils puissent exprimer leur opinion. Mais tout, en fin de compte, étant « institutionnel » dans la société, les auteurs seront amenés à rejoindre les grands problèmes qui se posent aux hommes — qu'ils soient producteurs, politiciens, religieux ou poètes. L'originalité de cette collection, c'est qu'elle donnera la parole à ceux qui connaissent les problèmes « de l'intérieur ».

A paraître :

Yercors : Questions à la vie

Jean-Louis Curtis : Questions au roman